

Dossier de presse de rentrée

2025-2026

Administration générale de de l'Enseignement
Direction de la Communication
Service Communication et Relations publiques
Avenue du Port 16, 1080 Bruxelles
02 690 80 31 – age.presse@cfwb.be

Table des matières

Les Écoles, les Internats et les élèves (enseignement ordinaire et spécialisé)	4
Ouvertures et fermetures d'écoles en Fédération Wallonie-Bruxelles	4
Statistiques sur les ouvertures ou fermetures d'écoles/d'implantations en Fédération Wallonie-Bruxelles	4
Nombre d'écoles en Fédération Wallonie-Bruxelles	16
Nombre d'élèves en Fédération Wallonie-Bruxelles	19
Les élèves primo-arrivants, DASPA et FLA.....	23
Nombre d'internats et d'internes en Fédération Wallonie-Bruxelles	26
Immersion linguistique et choix de seconde langue	29
Taux d'encadrement : ratios « Nombre d'élèves / Nombre d'ETP enseignants » ...	35
Les personnels de l'enseignement	37
Nombre de nouveaux enseignants.....	37
Titres requis, suffisants, en pénurie et non listés.....	38
Nombre de personnels de l'enseignement en activité par réseau et catégorie.....	41
Personnels de l'enseignement hors DPPR par catégorie de personnel et statut.....	44
Absences	48
Nombre de personnels de l'enseignement rémunérés, en congé ou disponibilité, par type de congé/disponibilité et catégorie de personnel	48
Évolution des taux d'absence pour maladie.....	52
Couts de l'enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles.....	55
Couts : globaux, par élèves ou étudiants et traitements du personnel	55
Répartition globale des dépenses	55
Répartition par niveau d'enseignement	56
Coût annuel moyen par élève/étudiant en 2023-2024.....	56
Total des traitements liquidés aux personnels des établissements scolaires	56
Parcours et dispositifs d'enseignement spécifiques.....	59
Les centres d'éducation et de formation en alternance (CEFA).....	59
L'Enseignement pour Adultes (EA)	61
L'enseignement à domicile.....	65
L'enseignement secondaire artistique à horaires réduits (ESAHR).....	68
Les Jurys	70

Les certifications	73
Les recours contre les décisions des conseils de classe.....	78
Les aides	80
Les allocations d'études.....	80
Les mécanismes de gratuité	82
Contact presse	95

Les Écoles, les Internats et les élèves (enseignement ordinaire et spécialisé)

Ouvertures et fermetures d'écoles en Fédération Wallonie-Bruxelles

Ce chapitre présente les dernières statistiques concernant les ouvertures et fermetures d'école en Fédération Wallonie-Bruxelles, ainsi que la législation et les règles en la matière.

Statistiques sur les ouvertures ou fermetures d'écoles/d'implantations en Fédération Wallonie-Bruxelles

Enseignement fondamental ordinaire

En 2024-2025, il y a eu :

- **Créations d'écoles** : 3 créations d'écoles (dont 1 réelle nouvelle école, les autres résultant de scissions ou de créations d'écoles sur base d'implantations existantes)
- **Créations d'implantations** : 3 créations d'implantations (dont 2 réelles)
- **Ouvertures de niveau** : 4 ouvertures de niveau (réelles)
- **Fermetures d'écoles** : 7 fermetures d'écoles (1 réelle fermeture, les autres résultant de fusions)
- **Fermetures d'implantations** : 14 fermetures d'implantations (dont 9 réelles)
- **Fermetures de niveau** : 7 fermetures de niveau (dont 6 réelles)

Au 25 août 2025, l'enseignement fondamental ordinaire comptabilise **1935 établissements**.

Enseignement secondaire ordinaire

En 2025-2026, on compte en matière de :

- **Création d'écoles** : 1 création d'école
- **Fermeture / restructuration** : 1 fermeture et 3 restructurations (fusions par absorption)

Au 25 août 2025, l'enseignement secondaire ordinaire comptabilise **511 établissements**.

Enseignement fondamental et secondaire spécialisé

En 2024-2025, on compte en matière de :

- **Créations d'écoles** : 0 création d'école
- **Fermetures d'écoles** : 1 fermeture d'implantation¹

Il est rare que les écoles d'enseignement spécialisé ferment. Pour l'année 2025-2026, il y a toutefois la fermeture d'une implantation.

Au 25 août 2025, l'enseignement **fondamental spécialisé** comptabilise **156 établissements** et l'enseignement **secondaire spécialisé** comptabilise **97 établissements**.

¹ Différence entre implantation et école : l'école (au sens administratif) peut regrouper plusieurs implantations. Le bâtiment principal est l'adresse de référence administrative de cette école. L'implantation est liée à la réalité physique d'un site d'enseignement, pas forcément unique.

Législation sur l'ouverture d'une école

Enseignement fondamental ordinaire

Un pouvoir organisateur (commune, province ou ASBL) qui souhaite créer une nouvelle école et bénéficier pour la première fois des subventions de la Communauté française doit introduire une demande auprès de l'Administration générale de l'Enseignement (AGE) conformément aux prescrits de la [circulaire 6861 du 16/10/2018](#).

Cette demande doit être introduite avant le 1^{er} décembre précédant la rentrée scolaire pour laquelle les subventions sont sollicitées.

Un dossier complet doit être constitué, comprenant notamment :

- Le projet éducatif et pédagogique,
- Le règlement d'ordre intérieur,
- Le plan des bâtiments scolaires,
- La référence du ou des programme(s) choisi(s),
- Si le PO est constitué en ASBL, une copie des statuts,
- Si le PO est constitué en ASBL, une copie de l'extrait de casier judiciaire des membres du CA,
- S'il s'agit d'enseignement confessionnel, une copie de l'accord de l'autorité compétente du culte concerné.

Lors de sa demande, le pouvoir organisateur s'engage à respecter les conditions établies par les lois, décrets et normes réglementaires.

En outre, conformément à l'article 1.7.3-1 du Code de l'enseignement, les obligations ci-dessous doivent être respectées :

1° être organisée par une personne morale qui en assume toute la responsabilité et qui ne bénéficie pas directement ou indirectement pour le fonctionnement, les frais de personnel et/ou les bâtiments, de financements en provenance d'un État étranger n'appartenant pas à l'Union européenne ou émanant d'une institution relevant d'un État étranger n'appartenant pas à l'Union européenne. Les personnes physiques qui composent la personne morale doivent être de conduite irréprochable et jouir des droits civils et politiques ;

2° se soumettre au contrôle de l'inspection ;

3° être établie dans des locaux répondant à des conditions de sécurité, d'hygiène et de salubrité ;

4° disposer du matériel didactique et de l'équipement scolaire répondant aux nécessités pédagogiques ;

5° bénéficiaire, si l'école n'est pas affiliée à une fédération de pouvoirs organisateurs, de services de soutien et d'accompagnement externes, en vertu d'une convention passée au plus tard 4 mois après la création de l'école ou de la section de l'école avec une cellule de soutien et d'accompagnement. La cellule de soutien et d'accompagnement de Wallonie-Bruxelles Enseignement ne peut refuser de signer la convention précitée ;

6° former un ensemble pédagogique situé dans un même complexe de bâtiments ou, en tout cas, dans une même commune ou agglomération, le tout sauf dérogation accordée par le Gouvernement dans des cas exceptionnels. L'obligation d'être situé dans une même commune ou agglomération n'est pas imposée à un ensemble pédagogique placé sous la direction d'un même directeur et issu d'une fusion ou d'une restructuration d'écoles dument autorisée par le Gouvernement ;

7° disposer d'un personnel susceptible de ne pas mettre en danger la santé des élèves.

L'admission aux subventions d'une nouvelle école d'enseignement maternel et/ou primaire est autorisée par le Gouvernement après avoir pris l'avis du Conseil général de l'enseignement fondamental.

Dès la première année d'admission aux subventions, un dispositif de contrôle est mis en place (inspection du niveau des études et du respect des référentiels du tronc commun, vérification comptable, vérification des conditions de sécurité, d'hygiène et de salubrité, et vérification des populations scolaires) pour s'assurer que les règles sont bien respectées et que l'école compte bien les minimums de populations requises :

NORMES DE CRÉATION – minimum de population requise			
	Communes de moins de 75 Hab/km ²	Communes de 75 à 500 Hab/km ²	Communes de + de 500 Hab/km ²
Année de création	25 élèves	37 élèves	50 élèves
2 ^e année	40 élèves	60 élèves	80 élèves
3 ^e année	55 élèves	82 élèves	110 élèves
4 ^e année	70 élèves	105 élèves	140 élèves

Enseignement secondaire ordinaire

Un projet d'un nouvel établissement d'enseignement secondaire ordinaire peut être proposé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, par un pouvoir organisateur subventionné qui organise déjà au moins une école (commune, province, ASBL « pouvoir organisateur » relevant de l'enseignement libre confessionnel ou non) ou par une nouvelle ASBL constituée dans ce but.

Dans tous les cas, la création d'un établissement d'enseignement secondaire ordinaire est autorisée par le Gouvernement après avoir pris l'avis du Conseil général de l'enseignement secondaire.

Une fois l'autorisation accordée, le nouvel établissement devra atteindre, au 1^{er} octobre de l'année de création, une norme de création fixée à 450 élèves. Cette norme est toutefois réduite à 60 élèves dans le cas d'un établissement dont la création a été autorisée afin de répondre à la croissance démographique et dont l'ouverture se fait de manière progressive, année d'études par année d'études au fil du temps.

Les PO (subventionnés) qui souhaitent ouvrir un nouvel établissement introduisent une demande de subvention auprès de l'AGE au moyen de l'annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 août 2016 *relatif à la demande d'admission aux subventions des établissements scolaires*. Par sa demande, un pouvoir organisateur déclare sur l'honneur que l'école s'engage à se conformer aux dispositions légales et réglementaires concernant l'organisation des études, les statuts administratifs des membres du personnel et l'application des lois linguistiques et plus précisément à :

1° Adopter la structure d'enseignement définie par les lois, décrets et arrêtés royaux, notamment :

- a. le [décret du 29 juillet 1992](#) portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice;
- b. la [loi du 19 juillet 1971](#) relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire ;
- c. le [décret du 30 juin 2006](#) relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire

2° Respecter un programme approuvé par le Gouvernement, au sens de l'article 5, 15° du [décret du 24 juillet 1997](#) définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

3° Respecter les dispositions prévues par le [décret du 24 juillet 1997](#) précité, notamment et sans préjudice des autres dispositions fixées par ce décret, les objectifs généraux prévus à l'article 6, 3° et 4°, à savoir « préparer tous les élèves à être des citoyens responsables, capables de contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte aux autres cultures » et « assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale ».

4° Respecter les dispositions fixées par le décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école ;

5° Respecter, le cas échéant, les dispositions fixées par le [décret du 30 avril 2009](#) organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité ;

6° Respecter les dispositions du [décret du 21 novembre 2013](#) organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire ;

7° Se soumettre au contrôle et à l'inspection organisée par la Communauté française conformément au [décret du 8 mars 2007](#) relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques ;

8° Bénéficier, si l'établissement n'est pas affilié à un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs visé à l'article 5bis de la [loi du 29 mai 1959](#) précitée, de services de conseil et de soutien pédagogiques externes, en vertu d'une convention passée au plus tard 4 mois après la création de l'établissement avec le service de conseil et de soutiens pédagogiques ou avec une des cellules de conseil et de soutiens pédagogiques visés par le [décret du 8 mars 2007](#) précité ;

9° Être organisé par une personne morale qui en assume toute la responsabilité et qui ne bénéficie pas directement ou indirectement pour le fonctionnement, les frais de personnel et/ou les bâtiments de financement en provenance d'un Etat étranger n'appartenant pas à l'Union européenne ou d'institution relevant d'un Etat étranger n'appartenant pas à l'Union européenne.

Les personnes physiques qui composent la personne morale doivent :

- a) être de conduite irréprochable ;
- b) jouir des droits civils et politiques.

10° Compter, dans l'établissement ainsi que par classe, section, degré, année ou option, au moins le nombre minimum d'élèves fixé par décret ;

11° Être établi dans des locaux répondant à des conditions de sécurité, d'hygiène et de salubrité, tel que prévu, notamment dans l'arrêté royal du 18 novembre 1957 portant les conditions d'hygiène et de salubrité exigées des établissements d'enseignement moyen, technique et normal subventionnés;

12° Disposer du matériel didactique et de l'équipement scolaire répondant aux nécessités pédagogiques ;

13° Former un ensemble pédagogique situé dans un même complexe de bâtiments ou, en tout cas, dans une même commune ou agglomération, sauf dérogation qui sera introduite auprès du Gouvernement dans des cas exceptionnels ;

14° Disposer d'un personnel susceptible de ne pas mettre en danger la santé des élèves et soumis dès lors au contrôle prévu à l'article 28, alinéa 1er, 4°, de la [loi du 29 mai 1959](#) précitée ;

15° Se soumettre au régime des congés organisé en application de l'article 7 de la [loi du 29 mai 1959](#) précitée ;

16° Se conformer aux dispositions du [décret du 11 juillet 2002](#) relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico- sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière.

17° Le cas échéant, respecter les principes du décret du 17 décembre 2003 organisant la neutralité inhérente à l'enseignement officiel subventionné et portant diverses mesures en matière d'enseignement ou du décret du 31 mars 1994 définissant la neutralité de la Communauté française.

Parmi ces conditions, nous pouvons relever qu'il s'agit notamment, pour le nouvel établissement, de respecter un programme de cours conforme aux prescriptions légales, de respecter le [décret « Missions »](#), de respecter le décret visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, de disposer d'un personnel susceptible de ne pas mettre en danger la santé des élèves, d'être établi dans des locaux répondant à des conditions d'hygiène et de salubrité. Le pouvoir organisateur s'engage également à employer du personnel qualifié dont les diplômes sont reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Au niveau pédagogique, une nouvelle école s'engage notamment à avoir un projet d'établissement ([décret « Missions »](#)), à mettre en place les grilles horaires des élèves, à faire passer les épreuves d'évaluation conformément à la réglementation.

La Direction générale de l'enseignement obligatoire (D GEO) va informer le Service général de l'inspection de la création d'un nouvel établissement qui planifiera des

visites au sein de l'établissement pour s'assurer du respect des dispositions légales et réglementaires relatives à l'enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles.

La DGEO fera également procéder aux vérifications de la conformité des infrastructures aux exigences de sécurité et hygiène.

Au 1^{er} octobre, la DGEO contrôlera qu'il y a bien le nombre d'élèves requis (normes de création) pour l'organisation effective de l'établissement.

Législation sur la fermeture d'une école

Enseignement fondamental ordinaire

Dans l'enseignement fondamental ordinaire en Fédération Wallonie-Bruxelles, il faut d'abord bien distinguer la notion d'école de la notion d'implantation :

- Une école est un établissement d'enseignement composé d'une ou de plusieurs implantations, placé sous la direction d'un directeur et organisé par un pouvoir organisateur ;
- Une implantation est un bâtiment ou un ensemble de bâtiments où l'on dispense de l'enseignement ;

Une école peut rester ouverte tout en fermant une de ses implantations.

Une implantation peut fermer ses portes parce que le nombre d'élèves n'est pas suffisant (voir ci-dessous normes de rationalisation, fermeture et sursis éventuels) ou parce que le pouvoir organisateur décide de restructurer les écoles et les implantations qu'il organise (par exemple, une commune décide de regrouper deux implantations dans un bâtiment nouvellement construit).

Normes de rationalisation à 100 %

Une école est réputée être à 100 % des normes de rationalisation si, à la date du 30 septembre de l'année en cours, elle atteint par école, par implantation et par niveau d'enseignement, les minima de population, tels que référencés dans le tableau ci-dessous :

	Commune de moins de 75 Hab/km ²			Commune de 75 à 500 Hab/km ²			Commune de plus de 500 Hab/km ²		
	M	Prim.	Fond.	Mat.	Prim.	Fond.	Mat.	Prim	Fond.
École non isolée (article 8)	14	14	24 (10)	20	50	60 (16)	50	120	140 (20)
École isolée (article 10)	12	12	20 (8 mat. et 10 prim.)	14	14	24 (12)	20	50	60 (16)
Implantation non isolée (article 7)	12	12	20 (10)	20	25	40 (16)	20	25	40 (16)
Implantation isolée (article 9)	12	12	20 (8 mat. et 10 prim.)	14	14	24 (12)	14	14	24 (12)

Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre minimum d'élèves à atteindre dans chacun des 2 niveaux d'enseignement.

Lorsqu'une école possède plusieurs implantations, la norme de rationalisation de l'école ainsi que les normes de rationalisation propres à chacune des implantations doivent être vérifiées.

Normes de rationalisation à 80 %

Une école est réputée être à 80% des normes de rationalisation si, à la date du 30 septembre de l'année en cours, elle atteint par école, par implantation et par niveau d'enseignement, les minima de population, tels que référencés dans le tableau ci-dessous :

	Commune de moins de 75 Hab/km ²			Commune de 75 à 500 Hab/km ²			Commune de plus de 500 Hab/km ²		
	Mat.	Prim.	Fond.	Mat.	Prim.	Fond.	Mat.	Prim.	Fond.
École non isolée 80 %	12	12	20 (8)	16	40	48 (13)	40	96	112 (16)
École isolée 80 %	10	10	16 (6 m.et 8	12	12	20 (10)	16	40	48 (13)
Implantation non isolée 80%	10	10	16 (8)	16	20	32 (13)	16	20	32 (13)
Implantation isolée 80 %	10	10	16 (6 m.et 8	12	12	20 (10)	12	12	20 (10)

Fermetures et sursis éventuels

L'école, l'implantation ou le niveau qui n'atteint pas les 100 % des normes de rationalisation (voir tableau des normes à 100 %) à la date du 30 septembre de l'année scolaire en cours est

- dans les communes ayant une densité de population égale ou supérieure à 75 hab/km²:
 - En sursis jusqu'à la veille de la rentrée scolaire suivant l'année scolaire où elle atteint 80 % du minimum requis (voir tableau des normes à 80% supra) pour la deuxième fois consécutive. Elle peut cependant être rouverte l'année scolaire suivante si elle satisfait aux normes de rationalisation à 100 %.
 - Fermé(e) le 1^{er} octobre de l'année en cours si les normes sont inférieures à 80 % du minimum requis (voir tableau des normes à 80 % supra).
- dans les communes ayant une densité de population inférieure à 75 hab/km²
 - Si les normes sont atteintes à 80 % du minimum requis (voir tableau supra) :
 - Maintenu(e) sans restriction si les élèves qui y sont inscrits et qui permettent d'atteindre ces 80 % ne trouvent pas une école ou une implantation du même réseau, plus proche de leur domicile.
 - En sursis jusqu'à la veille de la rentrée scolaire suivante si les élèves qui y sont inscrits trouvent une école ou une implantation du même réseau plus proche de leur domicile. Elle peut être cependant rouverte l'année scolaire suivante si elle satisfait aux normes de rationalisation à 100 %.

- ❑ Si les normes sont inférieures à 80 % du minimum requis (voir tableau supra) :
 - fermé(e) le 1^{er} octobre de l'année en cours.
- ❑ S'il s'agit d'une école ou implantation fondamentale de libre choix, située à plus de 8 km de l'école ou implantation maternelle, primaire ou fondamentale la plus proche :
 - Maintenu(e) sans restriction pour autant qu'elle compte au moins 16 élèves dont au moins 6 en maternelle et 10 en primaire.

Enseignement secondaire ordinaire

Dans l'enseignement secondaire, la norme à atteindre, en règle générale, pour un établissement qui compte 3 degrés (D1-D2-D3)² est de 400 élèves. Cette norme est réduite pour un établissement qui organise le 1^{er} degré seul, le 4^e degré seul, ou seulement deux degrés. La norme est également adaptée selon les critères suivants : éloignement par rapport à l'établissement de même caractère (confessionnel ou non confessionnel) le plus proche, s'il est le seul du caractère dans la commune et la densité de population de la commune.

Il existe toutefois un système de maintien sur trois années scolaires pour un établissement qui n'atteindrait pas la norme. Concrètement, c'est seulement lorsque la norme n'a pas été atteinte pour la troisième année consécutive qu'un établissement doit être fermé.

Toutefois, la réglementation prévoit que, sur avis du Conseil général de l'enseignement secondaire, le Gouvernement peut déroger à cette disposition. Le Gouvernement fonde alors sa décision notamment sur l'évolution de la population scolaire totale, par degré ou par option, et les spécificités des projets pédagogiques et éducatifs de l'établissement concerné ou encore l'offre d'enseignement au sein de la zone dans laquelle se trouve celui-ci.

Un établissement d'enseignement secondaire ordinaire, une fois fermé, ne peut rouvrir.

² Plus d'informations sur les degrés de l'enseignement secondaire :
<http://www.enseignement.be/index.php?page=24547&navi=45>

Nombre d'écoles en Fédération Wallonie-Bruxelles

Enseignement fondamental

Nombre d'écoles dans l'enseignement fondamental ordinaire par réseau de 2017-2018 à 2024-2025

Réseaux		2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025
Wallonie Bruxelles Enseignement	Bruxelles	21	21	21	21	21	21	21	21
	Wallonie	139	139	139	139	138	138	138	138
Officiel subventionné	Bruxelles	166	170	174	174	175	172	172	172
	Wallonie	828	830	830	830	827	825	822	820
Libre confessionnel	Bruxelles	137	143	146	146	146	147	147	145
	Wallonie	607	606	612	615	616	618	618	617
Libre non confessionnel	Bruxelles	9	9	9	9	9	9	9	9
	Wallonie	9	10	13	13	13	12	12	13
Total	Bruxelles	333	343	350	350	351	349	349	347
	Wallonie	1 583	1 585	1 594	1 597	1 594	1 593	1590	1588

Enseignement secondaire

Nombre d'écoles dans l'enseignement secondaire ordinaire par réseau de 2017-2018 à 2025-2026

Réseaux		2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022 ³ -2023	2023 ⁴ -2024	2024 ⁵ -2025	2025 ⁶ -2026
Wallonie Bruxelles Enseignement	Bruxelles	19	19	21	21	21	21	21	21	21
	Wallonie	100	100	100	100	100	99	99	99	98
Officiel subventionné	Bruxelles	30	30	30	30	31	32	33	34	33
	Wallonie	53	53	53	53	54	54	54	54	53
Libre confessionnel	Bruxelles	58	58	62	62	63	63	63	63	63
	Wallonie	230	229	229	228	228	228	229	229	229
Libre non confessionnel	Bruxelles	7	7	7	7	7	7	7	7	7
	Wallonie	2	3	4	5	5	5	5	7	7
Total	Bruxelles	114	114	120	120	122	123	124	125	124
	Wallonie	385	385	386	386	387	386	387	389	387

³ Des données erronées en 2022-2023 se sont répercutées sur les années suivantes et ont donné des chiffres inexacts. Les 4 années scolaires ont été mises à jour dans la présente édition du dossier de presse.

⁴ Ibidem

⁵ Ibidem

⁶ Ibidem

Enseignement spécialisé

Enseignement fondamental

Nombre d'écoles dans l'enseignement fondamental spécialisé par réseau de 2017-2018 à 2025-2026 :

Réseaux		2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026
Wallonie Bruxelles Enseignement	Bruxelles	3	3	3	3	3	3	3	3	3
	Wallonie	33	33	33	33	33	34	34	34	34
Officiel subventionné	Bruxelles	19	19	19	19	19	19	19	19	19
	Wallonie	27	27	27	27	27	28	28	28	28
Libre confessionnel	Bruxelles	11	11	11	11	11	11	11	11	11
	Wallonie	46	46	46	46	46	45	45	45	45
Libre non confessionnel	Bruxelles	8	8	8	8	8	8	8	8	8
	Wallonie	7	7	7	7	8	8	8	8	8
Total	Bruxelles	41	41	41	41	41	41	41	41	41
	Wallonie	113	113	113	113	114	115	115	115	115

Enseignement secondaire

Nombre d'écoles dans l'enseignement secondaire spécialisé par réseau de 2017-2018 à 2024-2025 :

Réseaux		2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026
Wallonie Bruxelles Enseignement	Bruxelles	1	1	1	1	1	1	1	1	1
	Wallonie	16	16	16	16	16	17	17	17	17
Officiel subventionné	Bruxelles	5	5	5	5	5	5	5	5	5
	Wallonie	16	16	16	16	16	17	17	17	17
Libre confessionnel	Bruxelles	7	7	7	7	7	7	7	7	7
	Wallonie	39	39	39	39	40	40	40	40	40
Libre non confessionnel	Bruxelles	4	4	4	4	4	4	4	4	4
	Wallonie	7	7	7	7	7	7	7	7	7
Total	Bruxelles	17	17	17	17	17	17	17	17	17
	Wallonie	78	78	78	78	79	80	80	80	80

Nombre d'élèves en Fédération Wallonie-Bruxelles

Le nombre d'élèves de l'année scolaire qui débute ne peut pas être fourni dès la rentrée scolaire. Le comptage des élèves et les vérifications s'effectuent tout au long de l'année. Vous trouverez ci-dessous les chiffres pour 2024-2025 et années précédentes (chiffres certifiés au 15 janvier).

Enseignement ordinaire

Enseignement fondamental

Nombre d'élèves au niveau maternel et en primaire ordinaire par réseau depuis 2018-2019 (chiffres certifiés au 15 janvier)

Réseaux		2018-2019		2019-2020		2020-2021		2021-2022	
		Maternel I	Primaire	Mat.	Prim.	Mat.	Prim.	Mat.	Prim.
Wallonie Bruxelles Enseignement	Bruxelles	2 756	5 288	2 558	5 264	2 393	5 118	2 213	5 127
	Wallonie	9 476	22 219	9 330	21 873	8 950	21 382	8 755	21 103
Officiel subventionné	Bruxelles	22 039	36 447	21 821	36 347	21 248	35 873	20 188	35 126
	Wallonie	69 076	122 874	68 904	122 757	67 526	123 214	65 394	122 050
Libre confessionnel	Bruxelles	16 197	32 485	16 001	32 528	15 413	32 215	14 792	31 645
	Wallonie	51 304	102 442	50 935	102 007	49 970	100 986	47 812	99 695
Libre non confessionnel	Bruxelles	1 147	2 025	1 161	2 047	1 142	2 022	1 116	1 998
	Wallonie	651	1 227	770	1 335	783	1 387	803	1 484
Total	Bruxelles	42 139	76 245	41 541	76 186	40 196	75 228	38 309	73 896
	Wallonie	130 507	248 762	129 939	247 972	127 229	246 969	122 764	244 332

Réseaux		2022-2023		2023-2024		2024-2025	
		Mat.	Prim.	Mat.	Prim.	Mat.	Prim.
Wallonie Bruxelles Enseignement	Bruxelles	2 152	5 122	2031	4951	1917	4816
	Wallonie	8 914	21 108	8783	20740	8974	20317
Officiel subventionné	Bruxelles	19 911	35 051	19175	34309	18988	33726
	Wallonie	65 667	121 364	65 264	119 750	67026	118 465
Libre confessionnel	Bruxelles	14 489	31 288	14154	31062	13962	30721
	Wallonie	47 850	98 557	46 881	97 202	47 824	95 536
Libre non confessionnel	Bruxelles	1 118	2 035	1087	2006	1092	1969
	Wallonie	752	1 484	750	1507	746	1537
Total	Bruxelles	37 670	73 496	36 447	72328	35959	71232
	Wallonie	123 183	242 513	121 678	239 199	124 570	235 855

Enseignement secondaire

Nombre d'élèves en secondaire ordinaire depuis 2018-2019 (chiffres certifiés au 15 janvier)

Réseaux		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022
Wallonie Bruxelles Enseignement	Bruxelles	14 056	14 366	14 462	14 680
	Wallonie	70 296	70 970	71 966	71 391
Officiel subventionné	Bruxelles	18 585	19 131	19 603	19 683
	Wallonie	35 875	36 343	35 993	36 458
Libre confessionnel	Bruxelles	43 503	44 426	45 466	45 689
	Wallonie	173 147	175 405	177 191	175 434
Libre non confessionnel	Bruxelles	3 108	3 504	3 696	3 827
	Wallonie	1 175	1 344	1 639	1 964
Total	Bruxelles	79 252	81 427	83 227	83 879
	Wallonie	280 493	284 062	286 789	285 247

Réseaux		2022-2023	2023-2024	2024-2025
Wallonie Bruxelles Enseignement	Bruxelles	14 834	15 258	15 123
	Wallonie	70 033	70 542	69 838
Officiel subventionné	Bruxelles	19 948	20 206	20 081
	Wallonie	36 324	37 193	36 743
Libre confessionnel	Bruxelles	45 679	46 506	46 714
	Wallonie	173 367	174 125	172 856
Libre non confessionnel	Bruxelles	3 799	3 830	3 756
	Wallonie	2 320	2 483	2 753
Total	Bruxelles	84 260	85 800	85 674
	Wallonie	282 044	284 343	282 190

Enseignement spécialisé

Enseignement fondamental

Nombre d'élèves dans l'enseignement fondamental spécialisé depuis 2018-2019

Réseaux		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022 - 2023	2023 - 2024	2024 - 2025
Wallonie Bruxelles Enseignement	Bruxelles	356	356	333	361	351	344	340
	Wallonie	4 517	4 549	4 165	4 245	4285	4404	4383
Officiel subventionné	Bruxelles	2 578	2 561	2 243	2 262	2137	2223	2269
	Wallonie	3 631	3 641	3 223	3 209	2946	3268	3377
Libre confessionnel	Bruxelles	1 328	1 298	1 202	1 201	1056	1211	1082
	Wallonie	6 181	6 302	5 565	5 638	5380	5688	5915
Libre non confessionnel	Bruxelles	654	649	619	615	636	639	645
	Wallonie	398	400	359	425	333	443	465
Total	Bruxelles	4 916	4 864	4 397	4 439	4180	4417	4336
	Wallonie	14 727	14 892	13 312	13 517	12944	13803	14140

*Chiffres certifiés au 15 janvier 2025 (sauf le type 5 au 30/09/2024)

Enseignement secondaire

Nombre d'élèves dans le secondaire spécialisé depuis 2018-2019

Réseaux		2018- 2019	2019- 2020	2020- 2021	2021- 2022	2022 - 2023	2023 - 2024	2024 - 2025
Wallonie Bruxelles Enseignement	Bruxelles	270	252	240	244	226	251	278
	Wallonie	4 530	4 574	4 519	4 422	4 380	4 503	4 696
Officiel subventionné	Bruxelles	1 018	1 037	1 025	1 023	889	984	966
	Wallonie	2 866	2 848	2 802	2 723	2 511	2 788	2 810
Libre confessionnel	Bruxelles	1 564	1 566	1 575	1 614	1 520	1 658	1 860
	Wallonie	7 337	7 436	7 291	7 149	6 779	7 038	6 891
Libre non confessionnel	Bruxelles	355	353	345	349	340	332	335
	Wallonie	606	599	568	561	498	520	535
Total	Bruxelles	3 207	3 208	3 185	3 230	2 975	3 225	3 439
	Wallonie	15 339	15 457	15 180	14 855	14 168	14 849	14 932

*Chiffres certifiés au 15 janvier 2025 (sauf le type 5 au 30/09/2024)

Les élèves primo-arrivants, DASPA⁷ et FLA⁸

Nombre de DASPA

Enseignement fondamental

- En **2024-2025**, **202 DASPA** étaient organisés au 1^{er} octobre 2024, et **206 DASPA** étaient organisés à la fin de l'année scolaire 2024-2025 ;
- En **2023-2024**, **189 DASPA** étaient organisés au 1^{er} octobre 2023, et **197 DASPA** étaient organisés à la fin de l'année scolaire 2023-2024 ;
- En **2022-2023**, **211 DASPA** étaient organisés (204 au 30/09/22 et 211 en fin d'année scolaire) ;
- En **2021-2022**, **143 DASPA** étaient organisés ;
- En **2020-2021**, **88 DASPA** étaient organisés ;
- En **2019-2020**, **76 DASPA** étaient organisés ;
- En **2018-2019**, **34 DASPA** étaient organisés.

Enseignement secondaire

- En **2024-2025**, **80 DASPA** étaient organisés au 1^{er} octobre 2024 ;
- En **2023-2024**, **82 DASPA** étaient organisés ;
- En **2022-2023**, **86 DASPA** étaient organisés ;
- En **2021-2022**, **84 DASPA** étaient organisés ;
- En **2020-2021**, **63 DASPA** étaient organisés ;
- En **2019-2020**, **53 DASPA** étaient organisés ;
- En **2018-2019**, **44 DASPA** étaient organisés.

Nombre de FLA

Enseignement fondamental

En 2024-2025, 1329 écoles organisaient un dispositif FLA

En 2023-2024, 1481 écoles organisaient un dispositif FLA au 30 septembre 2023

Enseignement secondaire

En 2024-2025, 278 écoles organisaient un dispositif FLA.

⁷ Dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants et assimilés

⁸ Français langue d'apprentissage

Nombre d'élèves concernés par le DASPA et le FLA en Fédération Wallonie-Bruxelles (au 1^{er} octobre 2024)

Enseignement fondamental

- Au 1^{er} octobre 2024, il y avait 3734 élèves en DASPA, 5928 élèves FLA, 7228 élèves PA⁹ et 1715 élèves APA¹⁰
- Au 1^{er} octobre 2023, 3691 élèves étaient accueillis en DASPA
- Au 1^{er} octobre 2023, 6880 élèves étaient reconnus comme FLA
- 6432 élèves PA/APA étaient dans un dispositif FLA

Enseignement secondaire

- Au 1^{er} octobre 2024, 3263 élèves étaient accueillis en DASPA ;
- Au 1^{er} octobre 2024, 975 élèves étaient accueillis en dispositif FLA.

Évolution ces dernières années

Enseignement fondamental

- Au 1^{er} octobre 2018, une moyenne de 488 élèves primo-arrivants étaient accueillis dans un DASPA.
- Au 1^{er} octobre 2019, 1 226 élèves primo-arrivants et/ou assimilés ont été déclarés par les écoles dans un DASPA.
- Au 1^{er} octobre 2020, 1 467 élèves primo-arrivants et/ou assimilés ont été déclarés par les écoles dans un DASPA.
- Au 30 juin 2022, 2 204 élèves primo-arrivants et/ou assimilés ont été déclarés par les écoles dans un DASPA.
- En 2021-2022, l'augmentation s'explique par l'arrivée des élèves ukrainiens dans les écoles de la Fédération Wallonie-Bruxelles.
- Au 1^{er} octobre 2022, 3576 élèves primo-arrivants et/ou assimilés ont été déclarés par les écoles dans un DASPA.
- Au 1^{er} octobre 2023, 3691 élèves primo-arrivants et/ou assimilés ont été déclarés par les écoles dans un DASPA.
- Au 1^{er} octobre 2024, élèves 3734 primo-arrivants et/ou assimilés ont été déclarés par les écoles dans un DASPA.

⁹ Primo-arrivants

¹⁰ Assimilés aux primo-arrivants

Enseignement secondaire

- Au 1^{er} octobre 2018, une moyenne de 1 282 élèves primo-arrivants étaient accueillis dans un DASPA.
- Au 1^{er} octobre 2019, 1 931 élèves primo-arrivants et/ou assimilés ont été déclarés par les écoles dans un DASPA.
- En 2018-2019, cette augmentation s'explique principalement par deux éléments :
 - D'une part, le mode de calcul qui, jusqu'en 2018-2019, se basait sur une moyenne mensuelle lissée sur deux années scolaires a été revu. Depuis l'année scolaire 2019-2020, c'est le nombre d'élèves primo-arrivants et/ou assimilés aux primo-arrivants inscrits en DASPA au 30 septembre qui détermine le calcul des périodes d'encadrement.
 - D'autre part, l'augmentation du nombre d'élèves peut également s'expliquer par l'identification des élèves assimilés aux primo-arrivants qui, dans l'enseignement fondamental, ne pouvaient pas accéder au DASPA avant l'année scolaire 2019-2020.
- Au 1^{er} octobre 2020, 2 050 élèves primo-arrivants et/ou assimilés ont été déclarés par les écoles dans un DASPA et 236 dans un dispositif FLA.
- En 2020-2021, l'augmentation du nombre d'élèves inscrits en DASPA s'explique par l'arrivée des nouveaux élèves primo-arrivants et assimilés primo-arrivants, mais également par les crises afghane et ukrainienne.
- Au 1^{er} octobre 2021, 2182 élèves primo-arrivants et/ou assimilés ont été déclarés par les écoles dans un DASPA et 614 dans un dispositif FLA.
- Au 1^{er} octobre 2022, 3576 élèves primo-arrivants et/ou assimilés ont été déclarés par les écoles dans un DASPA et 5673 dans un dispositif FLA.
- Entre le 1^{er} octobre 2021 et 1^{er} octobre 2022, il y a eu une augmentation du nombre d'élèves assimilés, mais c'est le nombre de primo-arrivants qui présente la plus forte augmentation (le nombre de primo-arrivants a plus que doublé en maternel et en primaire, et a presque triplé en DASPA).
- Au 1^{er} octobre 2023, 3648 primo-arrivants et/ou assimilés ont été déclarés par les écoles dans un DASPA et 1334 dans un dispositif FLA.
- Au 1^{er} octobre 2024, 3263 primo-arrivants et/ou assimilés ont été déclarés par les écoles dans un DASPA et 975 dans un dispositif d'accompagnement FLA.

Nombre d'internats et d'internes en Fédération Wallonie-Bruxelles

Internats de l'enseignement ordinaire

Enseignement fondamental

Nombre d'internats par réseau depuis 2018-2019 (chiffres certifiés au 15 janvier)

Réseaux		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025
Wallonie Bruxelles Enseignement	Bruxelles	-	-	-	-	-	-	-
	Wallonie	1	1	1	1	1	1	1
Libre confessionnel	Bruxelles	1	1	1	1	1	1	1
	Wallonie	2	2	2	2	2	2	2
Total	Bruxelles	1	1	1	1	1	1	1
	Wallonie	3	3	3	3	3	3	3

Nombre d'internes par réseau depuis 2018-2019 (chiffres certifiés au 15 janvier)

Réseaux		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025
Wallonie Bruxelles Enseignement	Bruxelles	-	-	-	-	-	-	-
	Wallonie	79	75	60	76	78	66	71
Libre confessionnel	Bruxelles	68	68	72	75	61	60	85
	Wallonie	76	78	78	87	90	95	85
Total	Bruxelles	68	68	72	75	61	60	85
	Wallonie	155	153	138	163	168	161	156

NB : un internat du fondamental peut accueillir des élèves d'autres niveaux d'enseignement (secondaire et/ou supérieur)

Enseignement secondaire

Nombre d'internats par réseau depuis 2018-2019 (chiffres certifiés au 1^{er} octobre)

Réseaux		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025
Wallonie Bruxelles Enseignement	Bruxelles	5	5	5	5	5	5	5
	Wallonie	51	51	50	50	50	50	50
Officiel subventionné	Bruxelles	-	-	-	-	-	-	
	Wallonie	14	14	14	14	14	14	14
Libre confessionnel	Bruxelles	-	-	-	-	-	-	
	Wallonie	33	32	32	31	31	31	30
Total	Bruxelles	5	5	5	5	5	5	5
	Wallonie	98	97	96	95	95	95	94

Nombre d'internes par réseau depuis 2018-2019 (chiffres certifiés au 1^{er} octobre)

Réseaux		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025
Wallonie Bruxelles Enseignement	Bruxelles	308	294	283	287	296	298	301
	Wallonie	3 647	3 572	3 306	3 554	3 637	3 653	3 946
Officiel subventionné	Bruxelles	-	-	-	-	-	-	-
	Wallonie	1 107	1 109	1 141	1 219	1 265	1 190	1375
Libre confessionnel	Bruxelles	-	-	-	-	-	-	-
	Wallonie	2 701	2 642	2 488	2 500	2 440	2 407	2539
Total	Bruxelles	308	294	283	287	296	298	301
	Wallonie	7 455	7 323	6 935	7 273	7 342	7 250	7 559

NB : Un internat du secondaire peut accueillir des élèves d'autres niveaux d'enseignement (fondamental et/ou supérieur)

Internats de l'enseignement spécialisé

Dans l'enseignement spécialisé, on peut considérer qu'il y a 22 internats (21 structures d'accueil dont l'une d'elles compte deux implantations). Les chiffres sont restés stables ces dernières années.

Voici la population pour le spécialisé (les structures d'accueil n'existent qu'à WBE dans le spécialisé).

Réseaux		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025
Wallonie Bruxelles Enseignement	Bruxelles	-	-	-	-	-	-	-
	Wallonie	1413	1395	1248	1311	1322	1322	1322
Officiel subventionné	Bruxelles	-	-	-	-	-	-	-
	Wallonie	-	-	-	-	-	-	-
Libre confessionnel	Bruxelles	-	-	-	-	-	-	-
	Wallonie	-	-	-	-	-	-	-
Total	Bruxelles	-	-	-	-	-	-	-
	Wallonie	1413	1395	1248	1311	1322	1322	1322

Immersion linguistique et choix de seconde langue

Immersion linguistique

Enseignement fondamental ordinaire

Nombre d'implantations organisant l'immersion en Fédération Wallonie-Bruxelles

Langue d'immersion	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025
Allemand	7	7	7	7	7	7	6
Néerlandais	140	139	140	141	141	143	153
Anglais	55	60	62	69	70	72	72
Total	202	206	209	217 (*)	218	222	231

Nombre d'élèves suivant l'immersion au 1^{er} octobre (il s'agit du nombre d'élèves au 1^{er} octobre déclaré en immersion par les écoles, par langue immersive et par année d'études.

Langue d'immersion	2018-2019		2019-2020		2020-2021		2021-2022	
	3 ^e Maternel	Primaire	3 ^e Maternel	Primaire	3 ^e Maternel	Primaire	3 ^e Maternel	Primaire
Allemand	89	700	74	566	82	558	61	479
Anglais	909	4 988	1 072	5019	1 093	5 409	1 236	5 707
Néerlandais	2 684	13 192	2 704	13 830	2 596	14 078	2 611	14 563
Total	3682	18 880	3 850	19 415	3 771	20 045	3 908	20 749

Langue d'immersion	2022-2023		2023-2024		2024-2025	
	3 ^e Maternel	3 ^e Maternel	3 ^e Maternel	Primaire	3 ^e Maternel	Primaire
Allemand	93	93	79	524	66	501
Anglais	1 294	1 294	1238	6399	1298	6259
Néerlandais	2 669	2 669	2517	14327	2686	14698
Total	4 056	4 056	3834	21250	4050	21458

Enseignement secondaire ordinaire

Nombre d'établissements organisant l'immersion en Fédération Wallonie-Bruxelles

Langue d'immersion	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025
Allemand	6	7	7	8	8	8	8
Néerlandais	82	86	83	82	84	76	80
Anglais	50	51	49	51	55	55	54
Total (*)	121	125	125	125	130	126	126

(*) Les écoles organisant l'immersion en plusieurs langues ne sont comptabilisées qu'une seule fois dans la ligne du total.

Nombre d'élèves suivant l'immersion au 1^{er} octobre

Langue d'immersion	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025
Allemand	606	867	916	889	857	818	785
Anglais	5 121	7 607	8 286	8 847	9 289	9 745	10 014
Néerlandais	8 854	9 870	10 679	10 157	10 144	10 003	9 789
Total	14 581	18 344	19 881	19 893	20 290	20 566	20 588

Les cours de seconde langue

Les lois linguistiques imposent des obligations en matière d'enseignement d'une seconde langue :

- L'enseignement du néerlandais comme seconde langue est obligatoire dans les 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
- L'enseignement du néerlandais est également obligatoire dans les communes wallonnes dites « de la frontière linguistique », c'est-à-dire Comines-Warneton, Mouscron, Flobecq et Enghien ;
- Dans les communes de Malmedy, Waimès, Baelen, Plombières et Welkenraedt, la seconde langue peut être soit l'allemand, soit le néerlandais ;
- Dans les autres communes wallonnes, la seconde langue peut être le néerlandais, l'anglais ou l'allemand.

Le choix entre 2 langues peut être proposé aux parents, après avoir pris l'avis du conseil de participation. Le choix ne peut jamais être proposé entre 3 langues modernes différentes.

Nouveauté depuis l'année scolaire 2023-2024 : Dans la région de langue française, le cours de langue moderne est obligatoire à partir de la 3^e année primaire, et doit être dispensé aux élèves à raison de 2 périodes hebdomadaires.

Enseignement fondamental ordinaire

Nombre d'écoles organisant les cours de langue moderne en 2024-2025

Parmi les 1935 écoles, 1752 écoles organisent les cours de langue moderne¹¹.

	NL seulement	EN seulement	DE seulement	NL + EN	EN + DE	NL + DE
Région wallonne	734	481	32	228	8	1
Bruxelles	268	0	0	0	0	0
Total	1002	481	32	228	8	1

¹¹ Si les écoles organisent des langues modernes sur fonds propres, l'administration n'est pas informée de cette situation. Les chiffres indiqués ne tiennent donc pas compte de cette éventualité. L'administration ne dispose pas non plus du nombre d'élèves concernés, dans le fondamental, par les cours de langue moderne selon la langue.

Nombre d'écoles organisant les cours de langue moderne en 2023-2024

Parmi les 1939 écoles, 1754 écoles organisent les cours de langue moderne¹².

	NL seulement	EN seulement	DE seulement	NL + EN	EN + DE	NL + DE
Région wallonne	673	459	32	311	9	2
Bruxelles	268	0	0	0	0	0
Total	941	459	32	311	9	2

Nombre d'écoles organisant les cours de langue moderne en 2022-2023

Parmi les 1942 écoles, 1751 écoles organisent les cours de langue moderne¹³.

	NL seulement	EN seulement	DE seulement	NL + EN	EN + DE	NL + DE
Région wallonne	661	462	33	315	11	1
Bruxelles	268	0	0	0	0	0
Total	929	462	33	315	11	1

Nombre d'écoles organisant les cours de langue moderne en 2021-2022

Parmi les 1945 écoles, 1754 écoles organisent les cours de langue moderne.

	NL seulement	EN seulement	DE seulement	NL + EN	EN + DE	NL + DE
Région wallonne	663	445	32	331	15	1
Bruxelles	267	0	0	0	0	0
Total	930	445	32	331	15	1

¹² Si les écoles organisent des langues modernes sur fonds propres, l'administration n'est pas informée de cette situation. Les chiffres indiqués ne tiennent donc pas compte de cette éventualité. L'administration ne dispose pas non plus du nombre d'élèves concernés, dans le fondamental, par les cours de langue moderne selon la langue.

¹³ Si les écoles organisent des langues modernes sur fonds propres, l'administration n'est pas informée de cette situation. Les chiffres indiqués ne tiennent donc pas compte de cette éventualité. L'administration ne dispose pas non plus du nombre d'élèves concernés, dans le fondamental, par les cours de langue moderne selon la langue.

Nombre d'écoles organisant les cours de langue moderne en 2020-2021

Parmi les 1947 écoles, 1758 écoles organisent les cours de langue moderne.

	NL seulement	EN seulement	DE seulement	NL + EN	EN + DE	NL + DE
Région wallonne	672	423	34	350	11	0
Bruxelles	268	0	0	0	0	0
Total	940	423	34	350	11	0

Nombre d'écoles organisant les cours de langue moderne en 2019-2020

Parmi les 1 944 écoles, 1 751 écoles organisent les cours de langue moderne.

	NL seulement	EN seulement	DE seulement	NL + EN	EN + DE	NL + DE
Région wallonne	680	382	33	368	12	1
Bruxelles	265	0	0	0	0	0
Total	945	392	33	368	12	1

Nombre d'écoles organisant les cours de langue moderne en 2018-2019

Parmi les 1 928 écoles, 1 747 écoles organisaient les cours de langue moderne.

	NL seulement	EN seulement	DE seulement	NL + EN	EN + DE	NL + DE
Région wallonne	699	365	31	375	12	1
Bruxelles	264	0	0	0	0	0
Total	963	365	31	375	12	1

Enseignement secondaire ordinaire

Nombres d'élèves ayant choisi le néerlandais, l'anglais ou l'allemand en 1^{re} langue moderne dans l'enseignement général et technique de transition

	2019-2020			2020-2021			2021-2022		
	NL	EN	DE	NL	EN	DE	NL	EN	DE
Bruxelles	55 177	-	-	59 031	-	-	61 774	-	-
Wallonie	66 420	114 530	3 829	64 886	122 318	3 868	61 844	127 376	3 707
Total	121 597	114 530	3 829	123 917	122 318	3 868	123 618	127 376	3 707

	2022-2023			2023-2024			2024-2025		
	NL	EN	DE	NL	EN	DE	NL	EN	DE
Bruxelles	63 020	-	-	60 430	-	-	62 713	-	-
Wallonie	58 280	130 740	3 531	54263	128 582	3 227	52 657	134 160	3 151
Total	121 300	130 740	3 531	114 693	128 582	3 227	115 370	134 160	3 151

Taux d'encadrement : ratios « Nombre d'élèves / Nombre d'ETP¹⁴ enseignants »

Nombres d'élèves par ETP enseignant, en distinguant les ETP enseignants totaux, les ETP hors DPPR¹⁵, et les ETP en fonction de recrutement réellement en activité dans l'école (face classe) - Situation au 1er octobre

			2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025
Nombres d'élèves réguliers au 1er octobre	Maternel ordinaire		172.757	170.077	166.821	163.747	161.312	156.754	154.619	154.452	151.296	150.915
	Primaire ordinaire		320.746	323.837	325.736	324.994	323.983	322.123	317.641	315.579	311.208	306.560
	Secondaire ordinaire		365.871	364.778	364.508	367.333	370.934	371.076	371.909	372.555	371.886	372.505
	Spécialisé		36.547	37.124	37.370	38.042	38.088	35.785	36.124	36.329	36.374	37.232
	Total obligatoire		895.921	895.816	894.435	894.116	894.317	885.738	880.293	878.915	870.764	867.212
Nombres d'élèves par enseignant rémunéré toutes fonctions	Nombre total d'ETP	Maternel ordinaire	11.259	11.136	11.401	11.293	11.493	12.269	11.676	11.509	11.452	11.475
		Primaire ordinaire	23.314	23.340	23.626	23.753	24.147	25.289	25.270	24.808	24.900	24.781
		Secondaire ordinaire	39.073	38.846	38.984	38.946	39.065	40.234	40.590	40.193	40.457	40.472
		Spécialisé	8.420	8.526	8.691	8.820	9.041	9.575	9.357	9.186	9.313	9.406
		Total obligatoire	82.065	81.848	82.703	82.812	83.746	87.368	86.892	85.695	86.123	86.134
	Nombres d'élèves par ETP	Maternel ordinaire	15,3	15,3	14,6	14,5	14,0	12,8	13,2	13,4	13,2	13,2
		Primaire ordinaire	13,8	13,9	13,8	13,7	13,4	12,7	12,6	12,7	12,5	12,4
		Secondaire ordinaire	9,4	9,4	9,4	9,4	9,5	9,2	9,2	9,3	9,2	9,2
		Spécialisé	4,3	4,4	4,3	4,3	4,2	3,7	3,9	4,0	3,9	4,0
		Total obligatoire	10,9	10,9	10,8	10,8	10,7	10,1	10,1	10,3	10,1	10,1
Nombre d'élèves par enseignant rémunéré toutes fonctions, hors DPPR	Nombre d'ETP hors DPPR	Maternel ordinaire	11.031	10.942	11.215	11.092	11.302	12.022	11.332	11.057	10.921	10.959
		Primaire ordinaire	22.635	22.799	23.088	23.239	23.689	24.747	24.553	23.952	23.975	23.920
		Secondaire ordinaire	37.500	37.664	37.972	38.043	38.372	39.541	39.716	39.172	39.392	39.433
		Spécialisé	8.274	8.425	8.589	8.720	8.958	9.474	9.229	9.041	9.159	9.251
		Total obligatoire	79.439	79.830	80.863	81.095	82.322	85.784	84.830	83.223	83.447	83.563
	Nombres d'élèves par ETP	Maternel ordinaire	15,7	15,5	14,9	14,8	14,3	13,0	13,6	14,0	13,9	13,8
		Primaire ordinaire	14,2	14,2	14,1	14,0	13,7	13,0	12,9	13,2	13,0	12,8
		Secondaire ordinaire	9,8	9,7	9,6	9,7	9,7	9,4	9,4	9,5	9,4	9,4
		Spécialisé	4,4	4,4	4,4	4,4	4,3	3,8	3,9	4,0	4,0	4,0
		Total obligatoire	11,3	11,2	11,1	11,0	10,9	10,3	10,4	10,6	10,4	10,4
Nombre d'élèves par enseignant rémunéré prestant dans une fonction de recrutement, en activité dans l'école	Nombres d'ETP face classe	Maternel ordinaire	10.633	10.517	10.706	10.579	10.748	11.086	10.648	10.377	10.121	10.108
		Primaire ordinaire	22.024	22.142	22.359	22.456	22.854	23.214	23.352	22.800	22.669	22.479
		Secondaire ordinaire	35.419	35.574	35.662	35.576	35.876	35.798	36.702	36.281	36.242	36.174
		Spécialisé	7.757	7.852	7.981	8.106	8.304	8.373	8.329	8.177	8.287	8.355
		Total obligatoire	75.832	76.086	76.708	76.718	77.783	78.471	79.032	77.635	77.319	77.116
	Nombres d'élèves par ETP	Maternel ordinaire	16,2	16,2	15,6	15,5	15,0	14,1	14,5	14,9	14,9	14,9
		Primaire ordinaire	14,6	14,6	14,6	14,5	14,2	13,9	13,6	13,8	13,7	13,6
		Secondaire ordinaire	10,3	10,3	10,2	10,3	10,3	10,4	10,1	10,3	10,3	10,3
		Spécialisé	4,7	4,7	4,7	4,7	4,6	4,3	4,3	4,4	4,4	4,5
		Total obligatoire	11,8	11,8	11,7	11,7	11,5	11,3	11,1	11,3	11,3	11,2

¹⁴ Équivalents temps pleins

¹⁵ DPPR : la disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite est une mesure d'aménagement de fin de carrière qui permet, sous conditions, soit de réduire les prestations, soit de les abandonner entièrement, de manière irréversible.

- Les ETP totaux sont l'ensemble des ETP rémunérés appartenant à la catégorie du personnel enseignant, y compris les fonctions de sélection et de promotion (chefs d'atelier et chefs de travaux d'atelier, coordonnateurs CEFA et CTA, coordonnateurs d'un pôle territorial), présents ou non dans les écoles
- Les ETP hors DPPR sont les ETP totaux hormis ceux qui, en DPPR, sont définitivement absents des écoles
- Les ETP « face classe » sont les enseignants prestant dans une fonction de recrutement chargée de cours, réellement en activité dans l'école en octobre. Il s'agit des ETP enseignants qui ne sont ni en congé (sauf de courte durée), ni en disponibilité.

Les personnels de l'enseignement

Nombre de nouveaux enseignants

Nombre de nouveaux enseignants (= ayant eu pour la première fois des prestations en tant qu'enseignant au cours de l'année scolaire)

Catégorie de personnel	Niveau / Genre d'établissement	2020-2021		2021-2022		2022-2023		2023-2024		2024-2025	
		Nb personnes	Nb ETP moyen	Nb personnes	Nb ETP moyen	Nb personnes	Nb ETP moyen	Nb personnes	Nb ETP moyen	Nb personnes	Nb ETP moyen
Enseignant	Fondamental ordinaire	2.542	1.147,5	1.980	966,7	1.931	837,4	1.962	819,8	1.934	798,9
	Secondaire ordinaire	2.969	1.411,2	2.550	1.183,9	2.206	1.013,0	2.379	1.049,0	2.465	1.138,7
	Spécialisé	768	327,1	577	209,3	533	176,4	486	170,3	495	174,4
	Promotion sociale	541	75,3	584	90,2	560	88,5	620	95,7	579	86,8
	Haute école	316	117,2	328	124,1	258	99,8	196	69,0	250	102,7
	Ecole supérieure des Arts	239	26,7	288	33,9	328	36,0	337	35,1	289	36,0
	Artistique à horaire réduit	172	36,8	145	30,9	156	35,2	167	39,4	141	33,4
	TOTAL (sans doubles comptages)	6.957	3.141,7	5.905	2.639,0	5.473	2.286,3	5.684	2.278,2	5.732	2.370,8

Il s'agit des personnes qui ont eu, pour la première fois, des prestations en tant qu'enseignant entre septembre et juin de chaque année scolaire, quelle que soit la durée de ces prestations. Les nombres englobent donc aussi bien des enseignants qui ont presté tout au long de l'année scolaire que des intérimaires qui n'ont effectué qu'un court remplacement ponctuel.

Les nombres d'ETP¹⁶ moyens correspondent à la moyenne des ETP prestés sur les 10 mois de septembre à juin.

¹⁶ Équivalents temps pleins

Titres requis, suffisants, en pénurie et non listés

Répartition des enseignants selon le titre détenu (requis, suffisant, pénurie ou non listé¹⁷)

Concernant la répartition des enseignants selon le titre détenu, il s'agit d'une statistique basée sur les enseignants **en janvier 2025** soumis au nouveau régime de la réforme des titres et fonctions (enseignants entrés dans la carrière depuis le 01/09/2015).

En effet, pour ces enseignants, l'ensemble des fonctions définies par la réforme ainsi que les nouveaux barèmes ont été rigoureusement codifiés de telle sorte à pouvoir facilement déterminer à quel type de titre (requis, suffisant, pénurie ou non listé) ces derniers correspondent.

Répartition des enseignants entrés dans la carrière depuis le 01/09/2015, par fonction dans le fondamental ordinaire et spécialisé, selon le titre détenu en janvier 2025

Fonction - Nombre d'ETP entrés dans la carrière depuis le 01/09/2015	% ETP				Nombre d'ETP				TOTAL
	Titre requis	Titre suffisant	Titre de pénurie	Titre non listé	Titre requis	Titre suffisant	Titre de pénurie	Titre non listé	
Maître d'éducation physique	99%	0%	0%	0%	498	1	0	2	501
Maître de psychomotricité	99%	0%	0%	1%	254	1	0	3	258
Instituteur(trice) maternel(le)	96%	1%	1%	3%	1.941	13	12	57	2.023
Instituteur(trice) primaire	92%	6%	0%	2%	6.113	397	12	149	6.670
Instituteur(trice) maternel(le) en immersion linguistique	65%	8%	1%	26%	35	4	1	14	54
Instituteur(trice) primaire en immersion linguistique	63%	19%	2%	16%	130	38	4	34	206
Maître de morale / religion	60%	13%	5%	22%	123	26	11	44	203
Maître de philosophie et de citoyenneté	59%	13%	2%	26%	121	26	4	54	205
Maître de seconde langue Néerl / Anglais / All	49%	10%	8%	32%	186	39	32	122	379

¹⁷ Un titre non listé est un titre non repris dans la réglementation pour une fonction déterminée. Un Pouvoir organisateur peut néanmoins y recourir s'il ne peut recruter de candidat porteur de titre listé dans la réglementation.

Répartition des enseignants entrés dans la carrière depuis le 01/09/2015, par fonction dans le secondaire inférieur ordinaire et spécialisé, selon le titre détenu en janvier 2025

Fonction - Nombre d'ETP entrés dans la carrière depuis le 01/09/2015	% ETP				Nombre d'ETP				
	Titre requis	Titre suffisant	Titre de pénurie	Titre non listé	Titre requis	Titre suffisant	Titre de pénurie	Titre non listé	TOTAL
Professeur de CG Education physique au DI	97%	2%	0%	1%	531	13	1	3	548
Professeur de CG Sciences hum / Hist / Géo au DI	83%	9%	3%	5%	713	76	26	42	857
Professeur de CG Mathématiques au DI	88%	3%	5%	5%	929	31	48	50	1.058
Professeur de CG Form. générale de base au DI	66%	25%	3%	6%	131	50	7	11	200
Professeur de CG Sciences au DI	77%	11%	6%	6%	639	89	50	50	829
Professeur de CG Français ou FLE au DI	79%	6%	4%	12%	868	63	46	128	1.104
Professeur de CG Autres disciplines au DI	43%	41%	10%	6%	78	73	18	10	179
Professeur de CG Educ. plastique / musicale au DI	50%	32%	9%	8%	122	79	23	20	244
Professeur de CG Sciences économiques au DI	48%	31%	11%	10%	65	42	15	13	135
Professeur de CG Néerl / Anglais / All au DI	63%	14%	8%	14%	662	151	85	149	1.048
Professeur de Morale / Religion au DI	69%	7%	13%	12%	269	27	49	46	392
Professeur de CG Philosophie et citoyenneté au DI	46%	19%	2%	33%	76	31	3	54	165
Professeur de Cours techniques / artistiques au DI	42%	20%	13%	25%	393	187	122	232	934
Professeur de Pratique professionnelle au DI	32%	21%	11%	35%	361	241	129	397	1.127

Répartition des enseignants entrés dans la carrière depuis le 01/09/2015, par fonction dans le secondaire supérieur ordinaire et spécialisé, y compris fonctions transversales DI/DS¹⁸, selon le titre détenu en janvier 2025

Fonction - Nombre d'ETP entrés dans la carrière depuis le 01/09/2015	% ETP				Nombre d'ETP				
	Titre requis	Titre suffisant	Titre de pénurie	Titre non listé	Titre requis	Titre suffisant	Titre de pénurie	Titre non listé	TOTAL
Prof. de CG Sciences humaines / sociales au DS	80%	13%	6%	1%	166	26	13	1	206
Professeur de CG Sciences au DS	74%	19%	5%	2%	427	111	30	9	578
Professeur de CG Autres disciplines au DS	73%	15%	7%	5%	57	12	5	4	79
Professeur de CG Latin + Grec au DI/DS	84%	4%	4%	9%	101	5	4	11	121
Professeur de CG Histoire au DS	75%	12%	8%	5%	118	18	12	7	156
Professeur de CG Français ou FLE au DS	80%	7%	11%	3%	468	42	62	16	588
Professeur de CG Néerl / Anglais / All / Esp au DS	71%	15%	8%	7%	589	125	64	57	834
Professeur de CG Sciences économiques au DS	73%	12%	12%	2%	223	37	37	8	304
Professeur de CG Education physique au DS	82%	3%	14%	1%	253	8	43	4	308
Professeur de CG Mathématiques au DS	59%	22%	16%	3%	328	124	88	18	559
Professeur de Morale / Religion au DS	58%	12%	20%	10%	107	21	36	19	184
Professeur de Cours techniques / artistiques au DS	50%	18%	12%	20%	427	152	102	170	851
Professeur de CG Géographie au DS	23%	44%	23%	10%	46	89	46	19	200
Professeur de Pratique professionnelle au DS	34%	20%	13%	32%	135	81	52	126	394
Professeur de CG Philosophie et citoyenneté au DS	45%	9%	10%	36%	27	5	6	22	60

¹⁸ DI = degré inférieur - DS = degré supérieur

Nombre de personnels de l'enseignement en activité par réseau et catégorie

Nombre d'équivalents temps plein (ETP¹⁹) en activité (hors DPPR²⁰, missions, congés et disponibilités) dans un établissement d'enseignement (y compris les CEFA²¹), un internat, un centre psychomédicosocial (CPMS) ou un Centre de dépaysement et de plein air (CDPA) en janvier 2025

Réseau	Catégorie de personnel	Niveau / Genre d'établissement										
		Fonda- mental ordinaire y.c. internats	Secondaire ordinaire Pl. ex y.c. internats	Secondaire ordinaire CEFA	Spécialisé y.c. internats	Enseigne- ment pour adultes	Haute école + Internats sup.	Ecole sup. des Arts	Artistique à horaire réduit	CPMS	CDPA, CTF	TOTAL
WBE	Directeur	179,3	264,5	1,0	73,8	59,3	16,5	13,0			12,0	619,5
	Enseignant	2.545,8	8.253,3	262,6	2.191,6	748,7	1.078,5	449,0			39,9	15.569,4
	Technique CPMS	104,8	11,5		751,2		1,0				2,0	870,5
	Auxiliaire d'éducation									392,2		392,2
	Paramédical, social, psy.	25,8	1.365,0	9,4	447,1	70,6	122,1	1,0		0,5	65,2	2.106,7
	Administratif	131,9	340,8	0,8	84,4	45,9	255,3	94,2		58,0	34,4	1.045,7
	Ouvrier	275,4	2.431,5	6,9	443,4	65,1	312,7	58,1		25,6	152,6	3.771,4
	TOTAL	3.263,0	12.666,7	280,8	3.991,5	989,7	1.786,1	615,3		476,3	306,0	24.375,4
OS	Directeur	1.061,1	161,3		72,0	110,4	38,2	9,0	130,4			1.582,4
	Enseignant	16.850,2	6.069,1	289,5	2.147,3	1.332,2	1.528,8	189,2	1.434,6			29.840,9
	Technique CPMS	1.121,6	18,4		527,6							1.667,6
	Auxiliaire d'éducation									526,4		526,4
	Paramédical, social, psy.	25,6	725,9	2,7	137,2	211,7	2,6	2,0	72,1			1.179,8
	Administratif	173,6	88,1		12,5	38,4	294,3	31,7				638,6
	Ouvrier	56,5	4,6		1,0							62,1
	TOTAL	19.288,7	7.067,3	292,2	2.897,6	1.692,7	1.863,9	231,9	1.637,1	526,4		35.497,8
LS	Directeur	819,1	608,9		132,5	73,8	62,5	14,0	19,0			1.729,7
	Enseignant	12.909,9	20.943,6	589,0	4.242,6	745,6	2.370,5	401,8	166,6			42.369,8
	Technique CPMS	680,2	50,5	0,8	1.109,8							1.841,3
	Auxiliaire d'éducation									789,6		789,6
	Paramédical, social, psy.	48,5	2.434,4	15,7	330,1	122,5	1,5	2,0	8,2			2.962,9
	Administratif	227,6	416,5	0,8	13,3	19,5	578,6	62,0				1.318,4
	Ouvrier	60,0	123,9		7,0	1,6						192,5
	TOTAL	14.745,3	24.577,8	606,2	5.835,4	963,1	3.013,1	479,9	193,7	789,6		51.204,1
TOTAL	Directeur	2.059,5	1.034,6	1,0	278,4	243,5	117,1	36,0	149,4		12,0	3.931,6
	Enseignant	32.305,9	35.266,0	1.141,2	8.581,5	2.826,5	4.977,8	1.040,1	1.601,1		39,9	87.780,0
	Technique CPMS	1.906,6	80,4	0,8	2.388,6		1,0				2,0	4.379,4
	Auxiliaire d'éducation									1.708,2		1.708,2
	Paramédical, social, psy.	99,9	4.525,3	27,8	914,4	404,9	126,2	5,0	80,3	0,5	65,2	6.249,3
	Administratif	533,2	845,4	1,6	110,3	103,7	1.128,2	187,9		58,0	34,4	3.002,7
	Ouvrier	391,9	2.560,0	6,9	451,4	66,7	312,7	58,1		25,6	152,6	4.026,0
	TOTAL	37.297,0	44.311,8	1.179,3	12.724,5	3.645,4	6.663,1	1.327,1	1.830,8	1.792,3	306,0	111.077,2

¹⁹ Équivalents temps pleins

²⁰ DPPR : la disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite est une mesure d'aménagement de fin de carrière qui permet, sous conditions, soit de réduire les prestations, soit de les abandonner entièrement, de manière irréversible.

²¹ CEFA : centre d'éducation et de formation en alternance.

Pour les chiffres antérieurs voir [les dossiers de presse des années précédentes](#) :

- 2020-2021 : Dossier rentrée – 2021-2022 – page 30
- 2019-2020 : Dossier rentrée – 2020-2021 – page 14
- 2018-2019 : Dossier de presse – rentrée scolaire 2019-2020 – maj du 27/08/2019 – page 11

*Nombre de personnes en activité (hors DPPR, missions, congés et disponibilités)
dans un établissement d'enseignement, un internat, un CPMS ou un CDPA en janvier
2025*

Réseau	Catégorie de personnel	Niveau / Genre d'établissement										
		Fonda- mental ordinaire y.c. internats	Secondaire ordinaire Pl. ex y.c. internats	Secondaire ordinaire CEFA	Spécialisé y.c. internats	Enseigne- ment pour adultes	Haute école + Internats sup.	Ecole sup. des Arts	Artistique à horaire réduit	CPMS	CDPA, CTF	TOTAL sans doubles comptages
WBE	Directeur	178	260	1	74	60	17	11			12	613
	Enseignant	3.204	9.575	489	2.529	1.537	1.403	952			41	19.116
	Technique CPMS	122	14		894		1				3	1.034
	Auxiliaire d'éducation									517		517
	Paramédical, social, psy.	36	1.582	13	509	87	138	1		1	73	2.396
	Administratif	182	403	1	104	53	287	105		69	36	1.227
	Ouvrier	361	2.870	8	519	83	357	64		67	176	4.477
	TOTAL sans doublons	4.071	14.642	510	4.601	1.767	2.197	1.123		653	340	29.169
OS	Directeur	1.072	159		75	109	44	6	131			1.596
	Enseignant	20.235	7.394	685	2.666	2.647	1.866	322	2.226			36.611
	Technique CPMS	1.335	23		666							2.021
	Auxiliaire d'éducation									685		685
	Paramédical, social, psy.	37	831	5	159	254	3	3	128			1.406
	Administratif	252	106		15	46	315	38				772
	Ouvrier	65	5		1							71
	TOTAL sans doublons	22.985	8.504	690	3.572	2.990	2.214	361	2.465	685		42.986
LS	Directeur	825	612		133	77	71	12	18			1.748
	Enseignant	15.600	24.993	1.277	4.933	1.976	3.113	728	331			51.241
	Technique CPMS	836	72	1	1.376							2.276
	Auxiliaire d'éducation									1.050		1.050
	Paramédical, social, psy.	73	2.869	27	404	157	2	2	13			3.521
	Administratif	331	524	1	17	22	641	86				1.621
	Ouvrier	89	162		9	2						262
	TOTAL sans doublons	17.737	29.051	1.303	6.826	2.185	3.806	816	361	1.050		61.331
TOTAL sans doubles comptages	Directeur	2.075	1.031	1	282	246	132	29	149		12	3.957
	Enseignant	38.428	41.476	2.445	10.098	5.841	6.330	1.942	2.408		41	104.041
	Technique CPMS	2.287	108	1	2.926		1				3	5.311
	Auxiliaire d'éducation									2.235		2.235
	Paramédical, social, psy.	145	5.276	45	1.072	496	143	6	141	1	73	7.302
	Administratif	765	1.033	2	136	121	1.242	229		69	36	3.618
	Ouvrier	515	3.037	8	529	85	357	64		67	176	4.810
	TOTAL sans doublons	44.175	51.699	2.497	14.956	6.620	8.163	2.239	2.677	2.371	340	130.416

Pour les chiffres antérieurs voir [les dossiers de presse des années précédentes](#) :

- 2020-2021 : Dossier rentrée – 2021-2022 – page 31
- 2019-2020 : Dossier rentrée – 2020-2021 – page 15
- 2018-2019 : Dossier de presse – rentrée scolaire 2019-2020 – maj du 27/08/2019 – page 12

Personnels de l'enseignement hors DPPR par catégorie de personnel et statut

Nombre d'ETP hors DPPR (y compris missions et autres congés ou disponibilités rémunérés) dans un établissement d'enseignement, un internat, un CPMS ou un CDPA, selon le statut en janvier 2025

Catégorie de personnel	Statut	Niveau / Genre d'établissement										
		Fonda- mental ordinaire y.c. internats	Secondaire ordinaire Pl. ex y.c. internats	Secondaire ordinaire CEFA	Spécialisé y.c. internats	Enseigne- ment pour adultes	Haute école + Internats sup.	Ecole sup. des Arts	Artistique à horaire réduit	CPMS	CDPA, CTF	TOTAL
Personnel de direction	Définitif	1.770,3	664,0	1,0	227,7	150,4	113,6	2,0	109,9		6,0	3.045,0
	Temporaire (f.f.)	516,5	455,3		82,4	117,1	5,9	34,0	50,3		6,0	1.267,5
	TOTAL	2.286,8	1.119,3	1,0	310,2	267,5	119,5	36,0	160,2		12,0	4.312,4
Personnel enseignant	Définitif	24.724,4	27.959,9	791,8	6.550,5	858,6	3.503,1	446,3	1.106,2		37,7	65.978,6
	Temporaire	10.133,0	10.009,0	440,2	2.777,8	2.028,2	1.627,4	606,9	537,4		7,2	28.167,0
	ACS/APE	215,3	29,4	0,5	11,3	9,9	10,2		1,0			277,5
	TOTAL	35.072,6	37.998,3	1.232,6	9.339,7	2.896,7	5.140,6	1.053,2	1.644,6		44,8	94.423,1
Personnel auxiliaire d'éducation	Définitif	26,1	3.165,3	5,5	518,5	248,5	81,4	5,0	59,6		43,5	4.153,4
	Temporaire	31,8	1.531,6	18,1	407,9	184,5	48,8		25,5	0,5	24,0	2.272,7
	ACS/APE	45,6	182,2	4,5	45,7	1,0	2,5				0,2	281,7
	TOTAL	103,5	4.879,1	28,1	972,1	434,0	132,7	5,0	85,0	0,5	67,7	6.707,8
Personnel paramédical, social et psychologique	Définitif	511,6	32,2		1.282,9							1.826,6
	Temporaire	144,7	42,1	0,8	1.241,6		1,0				2,0	1.432,1
	ACS/APE	1.333,8	9,0		35,2							1.378,0
	PTP	2,7										2,7
	TOTAL	1.992,8	83,2	0,8	2.559,6		1,0				2,0	4.639,4
Personnel technique des CPMS	Définitif									1.293,4		1.293,4
	Temporaire									571,9		571,9
	TOTAL									1.865,3		1.865,3
Personnel administratif	Définitif	17,8	512,0	0,8	54,4	36,4	721,1	93,5		47,0	25,6	1.508,8
	Temporaire	35,8	259,9		29,4	35,5	407,4	98,9		16,4	9,8	893,2
	ACS/APE	370,4	93,6	0,8	27,4	35,8	53,0	2,5			1,0	584,4
	PTP	110,7	24,9		0,8							136,4
	TOTAL	534,7	890,4	1,6	112,0	107,7	1.181,5	194,9		63,4	36,4	3.122,8
Personnel ouvrier	Définitif	185,0	1.639,7	1,9	298,9	43,1	214,5	38,0		15,6	110,2	2.547,0
	Temporaire	108,1	1.029,5	5,5	187,3	18,8	118,2	27,3		14,1	53,9	1.562,8
	ACS/APE	117,9	129,6		8,8	5,6						261,9
	PTP	7,7	3,1									10,8
	TOTAL	418,7	2.802,0	7,4	495,0	67,5	332,7	65,3		29,7	164,1	4.382,6
TOTAL	Définitif	27.235,2	33.973,3	801,1	8.932,9	1.337,1	4.633,7	584,8	1.275,7	1.356,0	223,0	80.352,7
	Temporaire	10.969,9	13.327,4	464,6	4.726,5	2.384,1	2.208,7	767,1	613,1	603,0	102,9	36.167,2
	ACS/APE	2.083,0	443,7	5,8	128,4	52,3	65,7	2,5	1,0		1,2	2.783,5
	PTP	121,0	28,0		0,8							149,9
	TOTAL	40.409,1	47.772,4	1.271,5	13.788,6	3.773,5	6.908,0	1.354,4	1.889,7	1.958,9	327,1	119.453,3

Pourcentages d'ETP hors DPPR (y compris missions et autres congés ou disponibilités rémunérés) dans un établissement d'enseignement, un internat, un CPMS ou un CDPA, selon le statut en janvier 2025

Catégorie de personnel	Statut	Niveau / Genre d'établissement										
		Fonda- mental ordinaire y.c. internats	Secondaire ordinaire Pl. ex y.c. internats	Secondaire ordinaire CEFA	Spécialisé y.c. internats	Enseigne- ment pour adultes	Haute école + Internats sup.	Ecole sup. des Arts	Artistique à horaire réduit	CPMS	CDPA, CTF	TOTAL
Personnel de direction	Définitif	77,4%	59,3%	100,0%	73,4%	56,2%	95,1%	5,6%	68,6%		50,0%	70,6%
	Temporaire (f.f.)	22,6%	40,7%		26,6%	43,8%	4,9%	94,4%	31,4%		50,0%	29,4%
	TOTAL	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%		100,0%	100,0%
Personnel enseignant	Définitif	70,5%	73,6%	64,2%	70,1%	29,6%	68,1%	42,4%	67,3%		84,0%	69,9%
	Temporaire	28,9%	26,3%	35,7%	29,7%	70,0%	31,7%	57,6%	32,7%		16,0%	29,8%
	ACS/APE	0,6%	0,08%	0,04%	0,12%	0,3%	0,2%		0,1%			0,3%
	TOTAL	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%		100,0%	100,0%
Personnel auxiliaire d'éducation	Définitif	25,2%	64,9%	19,6%	53,3%	57,3%	61,4%	100,0%	70,1%		64,3%	61,9%
	Temporaire	30,7%	31,4%	64,3%	42,0%	42,5%	36,8%		29,9%	100,0%	35,5%	33,9%
	ACS/APE	44,0%	3,7%	16,0%	4,7%	0,2%	1,9%				0,2%	4,2%
	TOTAL	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Personnel paramédical, social et psychologique	Définitif	25,7%	38,7%		50,1%							39,4%
	Temporaire	7,3%	50,5%	100,0%	48,5%		100,0%				100,0%	30,9%
	ACS/APE	66,9%	10,8%		1,4%							29,7%
	PTP	0,13%										0,06%
	TOTAL	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%		100,0%				100,0%	100,0%
Personnel technique des CPMS	Définitif									69,3%		69,3%
	Temporaire									30,7%		30,7%
	TOTAL									100,0%		100,0%
Personnel administratif	Définitif	3,3%	57,5%	50,5%	48,6%	33,9%	61,0%	48,0%		74,1%	70,3%	48,3%
	Temporaire	6,7%	29,2%		26,3%	32,9%	34,5%	50,7%		25,9%	26,9%	28,6%
	ACS/APE	69,3%	10,5%	49,5%	24,4%	33,2%	4,5%	1,3%			2,7%	18,7%
	PTP	20,7%	2,8%		0,7%							4,4%
	TOTAL	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%		100,0%	100,0%	100,0%
Personnel ouvrier	Définitif	44,2%	58,5%	26,0%	60,4%	63,8%	64,5%	58,2%		52,5%	67,2%	58,1%
	Temporaire	25,8%	36,7%	74,0%	37,8%	27,9%	35,5%	41,8%		47,5%	32,8%	35,7%
	ACS/APE	28,1%	4,6%		1,8%	8,3%						6,0%
	PTP	1,8%	0,11%									0,2%
	TOTAL	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%		100,0%	100,0%	100,0%
TOTAL	Définitif	67,4%	71,1%	63,0%	64,8%	35,4%	67,1%	43,2%	67,5%	69,2%	68,2%	67,3%
	Temporaire	27,1%	27,9%	36,5%	34,3%	63,2%	32,0%	56,6%	32,4%	30,8%	31,5%	30,3%
	ACS/APE	5,2%	0,9%	0,5%	0,9%	1,4%	1,0%	0,2%	0,1%		0,4%	2,3%
	PTP	0,3%	0,1%		0,01%							0,1%
	TOTAL	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Nombre de personnes hors DPPR (y compris missions et autres congés ou disponibilités rémunérés) dans un établissement d'enseignement, un internat, un CPMS ou un CDPA, selon le statut en janvier 2025

Réseau	Catégorie de personnel	Niveau / Genre d'établissement										
		Fonda- mental ordinaire y.c. internats	Secondaire ordinaire Pl. ex y.c. internats	Secondaire ordinaire CEFA	Spécialisé y.c. internats	Enseigne- ment pour adultes	Haute école + Internats sup.	Ecole sup. des Arts	Artistique à horaire réduit	CPMS	CDPA, CTF	TOTAL sans doublons
Personnel de direction	Définitif	1.786	674	1	229	154	125	2	113		6	3.090
	Définitif+Temporaire	2	1			1	4					8
	Temporaire	502	438		82	114	5	27	48		6	1.222
	TOTAL sans doublons	2.290	1.113	1	311	269	134	29	161		12	4.320
Personnel enseignant	Définitif	26.391	25.651	1.432	6.880	501	3.922	486	1.134		38	63.709
	Définitif+Temporaire	1.536	6.511	167	439	1.029	250	178	435			11.162
	Définitif+ACS/APE	3			1							4
	Définitif+Temporaire+ACS/APE	2	3			1						6
	Temporaire	12.048	10.984	966	3.278	4.357	2.266	1.294	879		8	33.011
	Temporaire+ACS/APE	128	32	1	5	10	11					192
	ACS/APE	170	13		9	6	6		1			200
	TOTAL sans doublons	40.278	43.194	2.566	10.612	5.904	6.455	1.958	2.449		46	108.284
Personnel auxiliaire d'éducation	Définitif	29	3.349	7	532	272	88	6	91		45	4.405
	Définitif+Temporaire	2	80		37	16	2		7		1	152
	Définitif+ACS/APE		3		2							5
	Définitif+Temporaire+ACS/APE				1							1
	Temporaire	47	1.828	32	471	230	55		49	1	28	2.668
	Temporaire+ACS/APE	2	39	2	16							64
	ACS/APE	65	186	4	49	1	3				1	300
	TOTAL sans doublons	145	5.485	45	1.108	519	148	6	147	1	75	7.595
Personnel paramédical, social et psychologique	Définitif	546	35		1.370							1.948
	Définitif+Temporaire		2		129							134
	Définitif+ACS/APE				2							2
	Temporaire	238	59	1	1.487		1				3	1.774
	Temporaire+ACS/APE	2	2		19							23
	ACS/APE	1.546	11		29							1.586
	PTP	3										3
	TOTAL sans doublons	2.335	109	1	3.036		1				3	5.470
Personnel technique des CPMS	Définitif									1.510		1.510
	Définitif+Temporaire									51		51
	Temporaire									783		783
	TOTAL sans doublons									2.344		2.344
Personnel administratif	Définitif	22	558	1	58	35	764	101		50	27	1.609
	Définitif+Temporaire		9		1	8	20	1				41
	Définitif+ACS/APE							1				1
	Temporaire	54	342		42	39	438	128		23	10	1.066
	Temporaire+ACS/APE	1				1	14					17
	ACS/APE	504	120	1	35	41	50	4			3	755
	PTP	185	40		1							226
	TOTAL sans doublons	766	1.069	2	137	124	1.286	235		73	40	3.715
Personnel ouvrier	Définitif	208	1.759	2	324	49	231	41		28	113	2.736
	Définitif+Temporaire	21	65		12	3	4			7	11	129
	Temporaire	149	1.228	6	220	25	137	31		41	60	1.877
	Temporaire+ACS/APE		1									1
	ACS/APE	146	166		11	7						330
	PTP	13	5									18
	TOTAL sans doublons	537	3.224	8	567	84	372	72		76	184	5.091
TOTAL sans doublons	Définitif	28.982	32.026	1.443	9.393	1.011	5.130	636	1.338	1.588	229	78.645
	Définitif+Temporaire	1.561	6.668	167	618	1.057	280	179	442	58	12	11.877
	Définitif+ACS/APE	3	3		5			1				13
	Définitif+Temporaire+ACS/APE	2	3		1	1						7
	Temporaire	13.038	14.879	1.005	5.580	4.765	2.902	1.480	976	848	115	41.681
	Temporaire+ACS/APE	133	74	3	40	11	25					351
	Temporaire+PTP											1
	ACS/APE	2.431	496	5	133	55	59	4	1		4	3.116
	PTP	201	45		1							246
	TOTAL sans doublons	46.351	54.194	2.623	15.771	6.900	8.396	2.300	2.757	2.494	360	135.937

Pourcentage de personnes hors DPPR (y compris missions et autres congés ou disponibilités rémunérés) dans un établissement d'enseignement, un internat, un CPMS ou un CDPA, selon le statut en janvier 2025

Réseau	Catégorie de personnel	Niveau / Genre d'établissement										
		Fondamental ordinaire y.c. internats	Secondaire ordinaire Pl. ex y.c. internats	Secondaire ordinaire CEFA	Spécialisé y.c. internats	Promotion sociale	Haute école + Internats sup.	Ecole sup. des Arts	Artistique à horaire réduit	CPMS	CDPA, CTF	TOTAL sans doublons
Personnel de direction	Définitif	78,0%	60,6%	100,0%	73,6%	57,2%	93,3%	6,9%	70,2%		50,0%	71,5%
	Définitif+Temporaire	0,1%	0,1%			0,4%	3,0%					0,2%
	Temporaire	21,9%	39,4%		26,4%	42,4%	3,7%	93,1%	29,8%		50,0%	28,3%
	TOTAL sans doublons	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%		100,0%	100,0%
Personnel enseignant	Définitif	65,5%	59,4%	55,8%	64,8%	8,5%	60,8%	24,8%	46,3%		82,6%	58,8%
	Définitif+Temporaire	3,8%	15,1%	6,5%	4,1%	17,4%	3,9%	9,1%	17,8%			10,3%
	Définitif+ACS/APE	0,0%			0,0%							0,0%
	Définitif+Temporaire+ACS/APE	0,0%	0,0%		0,0%	0,0%						0,0%
	Temporaire	29,9%	25,4%	37,6%	30,9%	73,8%	35,1%	66,1%	35,9%		17,4%	30,5%
	Temporaire+ACS/APE	0,3%	0,1%	0,0%	0,0%	0,2%	0,2%					0,2%
	ACS/APE	0,4%	0,0%		0,1%	0,1%	0,1%		0,0%			0,2%
	TOTAL sans doublons	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%		100,0%	100,0%
Personnel auxiliaire d'éducation	Définitif	20,0%	61,1%	15,6%	48,0%	52,4%	59,5%	100,0%	61,9%		60,0%	58,0%
	Définitif+Temporaire	1,4%	1,5%		3,3%	3,1%	1,4%		4,8%		1,3%	2,0%
	Définitif+ACS/APE		0,1%		0,2%							0,1%
	Définitif+Temporaire+ACS/APE				0,1%							0,01%
	Temporaire	32,4%	33,3%	71,1%	42,5%	44,3%	37,2%		33,3%	100,0%	37,3%	35,1%
	Temporaire+ACS/APE	1,4%	0,7%	4,4%	1,4%							0,8%
	ACS/APE	44,8%	3,4%	8,9%	4,4%	0,2%	2,0%				1,3%	3,9%
	TOTAL sans doublons	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Personnel paramédical, social et psychologique	Définitif	23,4%	32,1%		45,1%							35,6%
	Définitif+Temporaire		1,8%		4,2%							2,4%
	Définitif+ACS/APE				0,1%							0,04%
	Temporaire	10,2%	54,1%	100,0%	49,0%		100,0%				100,0%	32,4%
	Temporaire+ACS/APE	0,1%	1,8%		0,6%							0,4%
	ACS/APE	66,2%	10,1%		1,0%							29,0%
	PTP	0,1%										0,1%
	TOTAL sans doublons	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%		100,0%				100,0%	100,0%
Personnel technique des CPMS	Définitif									64,4%		64,4%
	Définitif+Temporaire									2,2%		2,2%
	Temporaire									33,4%		33,4%
	TOTAL sans doublons									100,0%		100,0%
Personnel administratif	Définitif	2,9%	52,2%	50,0%	42,3%	28,2%	59,4%	43,0%		68,5%	67,5%	43,3%
	Définitif+Temporaire		0,8%		0,7%	6,5%	1,6%	0,4%				1,1%
	Définitif+ACS/APE							0,4%				0,03%
	Temporaire	7,0%	32,0%		30,7%	31,5%	34,1%	54,5%		31,5%	25,0%	28,7%
	Temporaire+ACS/APE	0,1%				0,8%	1,1%					0,5%
	ACS/APE	65,8%	11,2%	50,0%	25,5%	33,1%	3,9%	1,7%			7,5%	20,3%
	PTP	24,2%	3,7%		0,7%							6,1%
	TOTAL sans doublons	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%		100,0%	100,0%	100,0%
Personnel ouvrier	Définitif	38,7%	54,6%	25,0%	57,1%	58,3%	62,1%	56,9%		36,8%	61,4%	53,7%
	Définitif+Temporaire	3,9%	2,0%		2,1%	3,6%	1,1%			9,2%	6,0%	2,5%
	Temporaire	27,7%	38,1%	75,0%	38,8%	29,8%	36,8%	43,1%		53,9%	32,6%	36,9%
	Temporaire+ACS/APE		0,03%									0,02%
	ACS/APE	27,2%	5,1%		1,9%	8,3%						6,5%
	PTP	2,4%	0,2%									0,4%
	TOTAL sans doublons	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%		100,0%	100,0%	100,0%
TOTAL sans doublons	Définitif	62,5%	59,1%	55,0%	59,6%	14,7%	61,1%	27,7%	48,5%	63,7%	63,6%	57,9%
	Définitif+Temporaire	3,4%	12,3%	6,4%	3,9%	15,3%	3,3%	7,8%	16,0%	2,3%	3,3%	8,7%
	Définitif+ACS/APE	0,01%	0,01%		0,03%			0,04%				0,01%
	Définitif+Temporaire+ACS/APE	0,00%	0,01%		0,01%	0,01%						0,01%
	Temporaire	28,1%	27,5%	38,3%	35,4%	69,1%	34,6%	64,3%	35,4%	34,0%	31,9%	30,7%
	Temporaire+ACS/APE	0,3%	0,1%	0,1%	0,3%	0,2%	0,3%					0,3%
	Temporaire+PTP											0,001%
	ACS/APE	5,2%	0,9%	0,2%	0,8%	0,8%	0,7%	0,2%	0,04%		1,1%	2,3%
	PTP	0,4%	0,1%		0,01%							0,2%
	TOTAL sans doublons	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Absences

Nombre de personnels de l'enseignement rémunérés, en congé ou disponibilité, par type de congé/disponibilité et catégorie de personnel

Nombre d'ETP rémunérés par la Fédération Wallonie-Bruxelles en congé (hormis les congés de maladie ne dépassant pas le quota), disponibilité ou prestations réduites, par catégorie de personnel

Type de congé/disponibilité	Catégorie de personnel	Moyenne par année scolaire							
		2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025
DPPR (tous types)	Inspection, DCO, DZ	1,5	3,0	4,3	5,4	6,4	9,8	10,1	14,0
	Direction	99,2	133,3	188,9	206,7	204,4	222,4	206,4	180,8
	Enseignant	1.865,5	1.681,8	1.442,9	1.755,7	2.217,9	2.599,1	2.715,1	2.657,7
	Technique CPMS	18,4	17,6	17,0	17,3	20,2	29,0	34,9	36,2
	Auxiliaire d'éducation	93,7	79,6	63,0	69,3	90,3	117,5	130,8	133,2
	Paramédical, social, psy.	20,1	18,1	18,6	23,4	33,7	40,4	36,9	45,0
	TOTAL	2.098,3	1.933,5	1.734,6	2.077,8	2.572,9	3.018,3	3.134,2	3.066,8
Congé ou disponibilité pour mission	Inspection, DCO, DZ	1,0	0,9	2,3	3,0	3,0	1,6	3,4	4,6
	Direction	196,4	180,3	178,0	180,1	207,8	221,3	218,2	224,9
	Enseignant	890,0	957,6	1.005,6	1.053,7	1.095,4	1.131,7	1.165,8	1.226,5
	Technique CPMS	7,0	5,0	4,5	4,6	6,0	7,0	11,7	11,0
	Auxiliaire d'éducation	34,5	33,5	30,5	31,7	35,7	34,3	35,0	42,0
	Paramédical, social, psy.	0,4	0,9	1,9	2,6	3,0	5,1	5,0	6,1
	Administratif	6,0	6,1	6,1	6,6	10,7	12,2	15,4	14,3
	Ouvrier	3,0	2,9	3,0	3,0	3,0	4,0	4,0	6,7
	TOTAL	1.138,4	1.187,3	1.231,9	1.285,2	1.364,7	1.417,2	1.458,5	1.536,1
Disponibilité par défaut d'emploi ou perte partielle de charge	Direction	3,7	3,5	4,5	4,1	3,0	2,4	1,6	1,1
	Enseignant	335,1	304,6	300,3	288,4	283,9	282,1	221,6	213,2
	Technique CPMS			0,2	3,1	0,5	0,4	0,8	1,2
	Auxiliaire d'éducation	14,5	10,2	7,2	5,5	6,2	8,0	6,8	6,1
	Paramédical, social, psy.	1,8	3,3	3,6	3,4	2,6	5,5	8,1	12,0
	Personnel administratif	4,3	5,2	4,5	3,9	6,1	8,2	6,5	6,9
	TOTAL	359,5	326,7	320,4	308,3	302,3	306,6	245,4	240,6
Disponibilité pour maladie ou infirmité (personnel ayant épuisé son quota de jours de maladie rémunérés à 100%)	Inspection, DCO, DZ		0,0	0,1	0,2	1,9	0,8	2,8	nd
	Direction	49,4	60,5	67,6	85,9	73,4	77,4	86,6	nd
	Enseignant	1.285,1	1.353,5	1.343,9	1.439,8	1.673,4	1.995,8	2.290,4	nd
	Technique CPMS	18,9	26,9	27,2	30,8	38,5	50,3	56,2	nd
	Auxiliaire d'éducation	109,4	113,2	106,6	123,4	132,3	137,5	170,5	nd
	Paramédical, social, psy.	27,2	43,3	49,4	58,2	74,8	81,5	97,2	nd
	Administratif	33,4	28,5	37,5	42,2	32,5	44,0	57,5	nd
	Ouvrier	99,7	112,3	142,2	143,1	167,3	186,3	210,3	nd
	TOTAL	1.623,3	1.738,4	1.774,4	1.923,6	2.194,1	2.573,5	2.971,5	nd
Congé pour prestations réduites à des fins thérapeutiques (concerne exclusivement le personnel en disponibilité pour maladie)	Inspection, DCO, DZ							0,3	1,0
	Direction	0,3	0,3			1,3	3,6	3,6	7,4
	Enseignant	208,7	295,5	388,2	430,0	482,4	610,5	797,2	1.061,6
	Technique CPMS	6,0	7,6	9,4	10,3	8,7	11,2	17,0	21,8
	Auxiliaire d'éducation	21,8	23,4	26,3	27,5	32,3	44,5	56,2	78,0
	Paramédical, social, psy.	4,6	7,6	11,7	13,5	14,3	20,4	30,2	39,5
	Administratif	5,8	7,9	9,7	10,3	11,8	10,3	12,9	15,8
	Ouvrier	10,2	17,9	21,3	29,0	37,4	38,4	42,2	52,9
	TOTAL	257,3	360,1	466,6	520,7	588,2	739,0	959,5	1.278,0
Congé pour prestations réduites accordés au MDP en incapacité de travail à la suite d'une maladie, infirmité ou accident du travail (Mi-temps médical)	Inspection, DCO, DZ						0,3	0,2	0,6
	Direction	1,0	1,7	1,9	1,3	3,9	3,0	3,8	4,6
	Enseignant	82,8	88,9	89,9	88,1	101,9	118,7	139,6	143,2
	Technique CPMS	1,1	1,3	1,7	1,9	2,9	3,4	3,2	4,0
	Auxiliaire d'éducation	6,9	7,3	8,8	10,2	7,5	10,3	13,5	11,8
	Paramédical, social, psy.	2,4	1,9	2,3	3,1	2,1	2,5	5,5	6,3
	Administratif	1,5	1,8	2,6	3,0	4,4	3,8	6,0	5,2
	Ouvrier	6,3	5,4	10,2	8,0	9,6	9,5	8,5	12,4
	TOTAL	102,1	108,3	117,4	115,6	132,3	151,5	180,2	188,1
Congé de maternité des définitifs (rémunéré par la FWB), écartement durant la grossesse, accueil en vue de l'adoption	Inspection, DCO, DZ			0,5		0,4			
	Direction	1,6	1,8	1,4	2,8	2,7	3,7	3,7	3,2
	Enseignant	689,6	679,8	662,7	761,7	766,2	709,2	655,2	649,4
	Technique CPMS	21,8	21,5	28,5	29,6	22,1	24,1	26,8	30,4
	Auxiliaire d'éducation	21,6	18,5	22,6	24,5	26,2	21,2	20,5	25,1
	Paramédical, social, psy.	35,6	44,7	40,1	44,8	41,7	34,7	29,9	36,2
	Administratif	5,9	5,1	9,8	6,8	8,4	7,2	8,8	3,8
	Ouvrier	1,6	2,2	4,0	4,5	4,6	4,4	1,7	4,8
	TOTAL	777,6	773,6	769,7	874,7	872,3	804,5	746,5	752,9
Autres absences ou disponibilités rémunérées (hors congés de maladie dans le quota)	Inspection, DCO, DZ								0,1
	Direction	8,0	10,3	5,7	4,6	7,6	7,8	9,3	11,3
	Enseignant	124,3	128,5	119,6	119,8	143,7	154,1	176,2	176,1
	Technique CPMS	4,3	3,0	2,2	2,2	2,2	2,6	2,9	4,1
	Auxiliaire d'éducation	12,7	10,0	9,4	9,3	11,7	14,6	15,0	19,5
	Paramédical, social, psy.	2,0	3,2	2,1	2,8	2,7	1,7	2,6	2,4
	Administratif	5,6	5,4	5,5	5,4	7,1	7,8	8,5	8,1
	Ouvrier	4,5	5,2	3,3	2,7	4,4	6,4	7,2	6,3
	TOTAL	161,4	165,6	147,7	146,9	179,4	195,0	221,6	227,9

Nombre de personnes rémunérés par la Fédération Wallonie-Bruxelles en congé (hormis les congés de maladie ne dépassant pas le quota), disponibilité ou prestations réduites, par catégorie de personnel

Type de congé/disponibilité	Catégorie de personnel	Moyenne par année scolaire							
		2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025
DPPR (tous types)	Inspection, DCO, DZ	2	3	4	5	6	10	11	16
	Direction	103	138	193	212	214	234	217	197
	Enseignant	3.547	3.489	3.485	4.031	4.514	4.870	4.899	4.994
	Technique CPMS	34	33	32	35	41	58	62	70
	Auxiliaire d'éducation	133	122	104	125	151	184	205	224
	Paramédical, social, psy.	41	43	46	57	73	83	81	88
	TOTAL	3.860	3.828	3.864	4.465	4.999	5.439	5.475	5.589
Congé ou disponibilité pour mission	Inspection, DCO, DZ	1	1	2	3	3	2	3	5
	Direction	198	183	179	181	210	223	221	229
	Enseignant	992	1.062	1.112	1.171	1.200	1.234	1.289	1.357
	Technique CPMS	7	6	6	5	7	9	14	13
	Auxiliaire d'éducation	37	36	34	35	39	38	39	45
	Paramédical, social, psy.	1	2	3	4	4	6	6	7
	Administratif	7	7	7	7	11	13	16	14
Disponibilité par défaut d'emploi ou perte partielle de charge	Ouvrier	3	3	3	3	3	4	4	9
	TOTAL	1.246	1.300	1.346	1.409	1.477	1.529	1.592	1.679
Disponibilité pour maladie ou infirmité (personnel ayant épuisé son quota de jours de maladie rémunérés à 100%)	Direction	5	4	5	5	3	3	2	2
	Enseignant	1.063	1.031	1.057	1.018	1.012	990	828	823
	Technique CPMS			1	5	1	1	2	1
	Auxiliaire d'éducation	25	16	13	10	13	14	14	9
	Paramédical, social, psy.	6	9	7	5	7	17	21	30
	Personnel administratif	9	8	9	9	13	14	13	12
	TOTAL	1.108	1.068	1.092	1.052	1.049	1.039	880	877
Congé pour prestations réduites à des fins thérapeutiques (concerne exclusivement le personnel en disponibilité pour maladie)	Inspection, DCO, DZ					2	1	3	nd
	Direction	55	68	75	92	81	86	97	nd
	Enseignant	1.833	1.952	1.800	1.931	2.344	2.746	3.142	nd
	Technique CPMS	29	40	36	42	52	71	76	nd
	Auxiliaire d'éducation	164	165	155	173	196	199	241	nd
	Paramédical, social, psy.	44	65	67	82	103	112	131	nd
	Administratif	45	42	48	50	43	56	70	nd
Congé pour prestations réduites accordés au MDP en incapacité de travail à la suite d'une maladie, infirmité ou accident du travail (Mi-temps médical)	Ouvrier	149	172	211	207	242	261	290	nd
	TOTAL	2.319	2.504	2.392	2.577	3.063	3.532	4.050	nd
Congé de maternité des définitifs (rémunéré par la FWB), écartement durant la grossesse, accueil en vue de l'adoption	Inspection, DCO, DZ							1	2
	Direction	1	1			3	8	8	15
	Enseignant	437	619	802	882	999	1.268	1.656	2.194
	Technique CPMS	12	16	19	21	18	23	36	46
	Auxiliaire d'éducation	45	49	55	56	67	92	118	161
	Paramédical, social, psy.	10	16	25	28	29	42	64	81
	Administratif	12	16	20	21	24	22	27	33
Autres absences ou disponibilités rémunérées (hors congés de maladie dans le quota)	Ouvrier	24	41	49	65	84	84	91	116
	TOTAL	541	758	970	1.073	1.224	1.539	2.001	2.648
Autres absences ou disponibilités rémunérées (hors congés de maladie dans le quota)	Inspection, DCO, DZ						1	1	2
	Direction	3	4	4	3	10	8	10	12
	Enseignant	207	223	218	216	261	310	365	370
	Technique CPMS	4	4	5	5	7	10	9	11
	Auxiliaire d'éducation	15	17	21	22	18	26	37	31
	Paramédical, social, psy.	7	5	6	9	6	7	15	15
	Administratif	4	5	7	7	11	9	14	11
Autres absences ou disponibilités rémunérées (hors congés de maladie dans le quota)	Ouvrier	14	11	20	16	19	20	17	25
	TOTAL	254	269	281	278	332	391	468	477
Autres absences ou disponibilités rémunérées (hors congés de maladie dans le quota)	Inspection, DCO, DZ			1					
	Direction	2	2	2	3	3	4	5	4
	Enseignant	875	867	852	988	1.007	942	890	877
	Technique CPMS	29	29	39	41	31	33	39	44
	Auxiliaire d'éducation	27	24	29	32	35	30	30	35
	Paramédical, social, psy.	48	60	53	60	59	47	44	52
	Administratif	8	7	12	9	11	10	12	6
Autres absences ou disponibilités rémunérées (hors congés de maladie dans le quota)	Ouvrier	2	4	6	7	7	6	3	6
	TOTAL	991	993	994	1.140	1.153	1.072	1.023	1.024
Autres absences ou disponibilités rémunérées (hors congés de maladie dans le quota)	Inspection, DCO, DZ								
	Direction	8	11	6	5	8	9	10	12
	Enseignant	193	204	191	191	241	255	288	286
	Technique CPMS	5	4	3	3	3	3	4	4
	Auxiliaire d'éducation	15	13	11	13	17	19	20	28
	Paramédical, social, psy.	4	5	4	4	5	4	6	5
	Administratif	6	5	6	6	7	9	10	9
Autres absences ou disponibilités rémunérées (hors congés de maladie dans le quota)	Ouvrier	5	6	4	3	5	7	8	7
	TOTAL	236	248	225	225	286	306	346	351

Nombre de personnels en DDP²², par type de DDP et catégorie de personnel

Nombre d'ETP²³ en DDP par type et catégorie de personnel - Moyenne annuelle (septembre à juin)

Type de DDP	Catégorie de personnel	Moyenne par année scolaire							
		2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025
DDP à temps plein	Inspection, DCO, DZ	1,5	3,0	4,3	5,4	6,4	9,7	9,9	13,7
	Direction	95,5	128,7	185,4	201,5	198,3	216,4	201,5	174,7
	Enseignant	1.136,8	932,8	620,7	830,3	1.257,3	1.633,7	1.803,0	1.730,9
	Technique CPMS	8,8	8,5	7,6	8,6	10,0	14,0	21,1	19,6
	Auxiliaire d'éducation	62,8	50,4	35,5	36,4	55,4	78,4	90,5	84,8
	Paramédical, social, psy.	10,3	7,7	6,9	9,7	17,2	21,6	17,2	26,0
	TOTAL	1.315,6	1.131,1	860,4	1.092,0	1.544,5	1.973,8	2.143,2	2.049,8
DDP à 1/4 temps	Inspection, DCO, DZ							0,1	0,3
	Direction		0,5			0,7	1,9	2,4	4,2
	Enseignant	360,6	407,3	479,4	531,0	522,5	506,3	488,6	544,0
	Technique CPMS	3,3	3,2	2,5	3,8	5,0	6,4	6,0	8,0
	Auxiliaire d'éducation	1,8	4,1	5,3	10,5	11,8	12,5	15,4	18,8
	Paramédical, social, psy.	4,7	6,1	6,4	8,1	10,1	10,6	11,6	11,3
	TOTAL	370,3	421,1	493,5	553,4	550,2	537,8	524,0	586,6
DDP à 1/2 temps	Direction	3,7	4,2	3,5	5,2	5,4	4,0	2,5	2,0
	Enseignant	359,0	333,0	336,9	383,9	426,6	443,3	414,9	373,5
	Technique CPMS	6,3	6,0	7,0	5,0	5,1	8,7	7,9	8,6
	Auxiliaire d'éducation	29,0	25,2	22,1	22,3	23,1	26,6	24,7	29,2
	Paramédical, social, psy.	5,1	4,3	5,3	5,5	6,5	8,2	7,8	7,6
	TOTAL	403,1	372,6	374,7	421,9	466,7	490,8	457,6	420,9
DDP à 3/4 temps	Inspection, DCO, DZ						0,1	0,2	
	Enseignant	9,2	8,8	5,9	10,5	11,5	15,7	8,6	9,2
	Auxiliaire d'éducation							0,3	0,3
	Paramédical, social, psy.							0,3	
	TOTAL	9,2	8,8	5,9	10,5	11,5	15,8	9,3	9,5
Total DDP	Inspection, DCO, DZ	1,5	3,0	4,3	5,4	6,4	9,8	10,1	14,0
	Direction	99,2	133,3	188,9	206,7	204,4	222,4	206,4	180,8
	Enseignant	1.865,5	1.681,8	1.442,9	1.755,7	2.217,9	2.599,1	2.715,1	2.657,7
	Technique CPMS	18,4	17,6	17,0	17,3	20,2	29,0	34,9	36,2
	Auxiliaire d'éducation	93,7	79,6	63,0	69,3	90,3	117,5	130,8	133,2
	Paramédical, social, psy.	20,1	18,1	18,6	23,4	33,7	40,4	36,9	45,0
	TOTAL	2.098,3	1.933,5	1.734,6	2.077,8	2.572,9	3.018,3	3.134,2	3.066,8

²² DDP : la disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite est une mesure d'aménagement de fin de carrière qui permet, sous conditions, soit de réduire les prestations, soit de les abandonner entièrement, de manière irréversible.

²³ Équivalents temps pleins

Nombre de personnes en DPPR²⁴ par type et catégorie de personnel - Moyenne annuelle (septembre à juin)

Type de DPPR	Catégorie de personnel	Moyenne par année scolaire							
		2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025
DPPR à temps plein	Inspection, DCO, DZ	2	3	4	5	6	10	10	15
	Direction	96	129	186	202	199	217	202	175
	Enseignant	1.157	953	639	852	1.283	1.665	1.835	1.764
	Technique CPMS	9	9	8	9	10	14	22	21
	Auxiliaire d'éducation	66	54	38	37	57	80	92	87
	Paramédical, social, psy.	11	8	8	11	18	22	17	26
	TOTAL	1.341	1.156	883	1.116	1.573	2.008	2.178	2.088
DPPR à 1/4 temps	Inspection, DCO, DZ								1
	Direction		1			3	8	10	18
	Enseignant	1.598	1.795	2.102	2.326	2.294	2.230	2.159	2.407
	Technique CPMS	13	13	10	15	20	26	24	32
	Auxiliaire d'éducation	8	17	22	43	48	50	62	76
	Paramédical, social, psy.	19	25	26	33	42	43	48	46
	TOTAL	1.638	1.851	2.160	2.417	2.407	2.357	2.303	2.580
DPPR à 1/2 temps	Direction	7	8	7	10	12	9	6	4
	Enseignant	777	725	733	836	918	951	890	806
	Technique CPMS	13	12	14	10	11	18	16	17
	Auxiliaire d'éducation	59	51	44	45	46	53	49	60
	Paramédical, social, psy.	12	11	13	13	14	17	16	16
	TOTAL	868	807	811	914	1.001	1.048	977	903
DPPR à 3/4 temps	Inspection, DCO, DZ						1	1	
	Enseignant	15	16	11	17	20	25	16	17
	Auxiliaire d'éducation							1	1
	Paramédical, social, psy.							1	
	TOTAL	15	16	11	17	20	26	19	18
Total DPPR	Inspection, DCO, DZ	2	3	4	5	6	11	11	16
	Direction	103	138	193	212	214	234	218	197
	Enseignant	3.547	3.489	3.485	4.031	4.515	4.871	4.900	4.994
	Technique CPMS	35	34	32	34	41	58	62	70
	Auxiliaire d'éducation	133	122	104	125	151	183	204	224
	Paramédical, social, psy.	42	44	47	57	74	82	82	88
	TOTAL	3.862	3.830	3.865	4.464	5.001	5.439	5.477	5.589

²⁴ DPPR : la disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite est une mesure d'aménagement de fin de carrière qui permet, sous conditions, soit de réduire les prestations, soit de les abandonner entièrement, de manière irréversible.

Évolution des taux d'absence pour maladie

Le fichier Excel en pièce jointe à ce dossier fournit une analyse détaillée des taux d'absentéisme pour maladie parmi les personnels de l'enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles sur une période allant de 2018 à 2025. Les données sont segmentées par niveau d'enseignement (fondamental, secondaire, spécialisé, promotion sociale, CPMS, hautes écoles, ESAHR/ESA²⁵) et regroupées dans un total global.

Évolution des taux d'absentéisme (2018-2025)

- Les taux globaux passent de 7,24 % en 2018-2019 à 8,42 % en 2024-2025.
- On observe une baisse en 2019-2020 (6,48 %), suivie d'une remontée progressive jusqu'à un maximum de 8,77 % en 2023-2024, avant un léger recul en 2024-2025.
- Cette évolution est visible dans la plupart des niveaux d'enseignement, avec des amplitudes différentes selon les secteurs.

Différences par niveau d'enseignement et catégorie de personnel

Fondamental ordinaire

- **Direction** : taux entre 9,99 % en 2018-2019 et 9,88 % en 2024-2025.
- **Enseignants** : de 7,70 % à 9,13 %.
- **Auxiliaires d'éducation** : de 6,02 % à 6,83 %.
- **Paramédical, social et psy.** : de 5,88 % à 6,40 %.
- **Administratifs** : de 3,79 % à 4,73 %.
- **Ouvriers** : de 6,84 % à 11,18 %.

Secondaire ordinaire

- **Direction** : de 6,01 % en 2018-2019 à 6,87 % en 2024-2025.
- **Enseignants** : de 7,05 % à 8,15 %.
- **Auxiliaires d'éducation** : de 8,00 % à 9,30 %.
- **Paramédical, social et psy.** : de 5,03 % à 6,21 %.

²⁵ ESAHR = Enseignement secondaire artistique à horaire réduit – ESA = Écoles supérieures des Arts

- **Administratifs** : de 8,24 % à 10,06 %.

Enseignement spécialisé

- **Direction** : taux de 9,63 % en 2018-2019 à 10,04 % en 2024-2025.
- **Enseignants** : de 7,16 % à 8,63 %.
- **Auxiliaires d'éducation** : de 8,62 % à 10,53 %.
- **Paramédical, social et psy.** : de 7,30 % à 7,76 %.
- **Administratifs** : de 6,56 % à 8,48 %.
- **Ouvriers** : de 8,29 % à 9,36 %.

Enseignement pour Adultes (anciennement enseignement de promotion sociale)

- **Direction** : de 3,35 % en 2018-2019 à 3,45 % en 2024-2025.
- **Enseignants** : de 5,74 % à 6,45 %.
- **Auxiliaires d'éducation** : de 8,64 % à 9,08 %.
- **Paramédical, social et psy.** : de 5,59 % à 6,45 %.
- **Administratifs** : de 5,11 % à 5,47 %.

CPMS

- **Direction** : de 5,09 % en 2018-2019 à 6,13 % en 2024-2025.
- **Enseignants** : de 6,85 % à 8,23 %.
- **Personnel technique des CPMS** : de 7,98 % à 9,06 %.
- **Paramédical, social et psy.** : de 8,34 % à 10,17 %.
- **Administratifs** : de 6,74 % à 8,09 %.

Hautes écoles

- **Direction** : de 2,39 % en 2018-2019 à 3,10 % en 2024-2025.
- **Enseignants** : de 4,79 % à 5,46 %.
- **Paramédical, social et psy.** : de 5,25 % à 6,34 %.
- **Administratifs** : de 5,14 % à 5,66 %.

ESAHR + ESA (Enseignement secondaire artistique à horaire réduit et Écoles supérieures des Arts)

- **Direction** : de 3,55 % en 2018-2019 à 3,45 % en 2024-2025.

- **Enseignants** : de 4,80 % à 5,16 %.
- **Paramédical, social et psy.** : de 5,02 % à 5,72 %.
- **Administratifs** : de 5,64 % à 6,41 %.

Analyse par région et par sexe

Par région

- **Bruxelles-Capitale** (total toutes catégories) : de 6,51 % en 2018-2019 à 8,12 % en 2024-2025.
- **Wallonie** (total toutes catégories) : de 9,06 % en 2018-2019 à 9,18 % en 2024-2025.

Par sexe (tous personnels confondus), d'après les données disponibles 2024-2025 (mois septembre à mai)

- **Personnel de direction** : femmes autour de 7,3 à 10,7 %, hommes entre 6,7 et 8,8 %.
- **Enseignants** : femmes entre 7,2 et 9,9 %, hommes entre 5,3 et 7,7 %.
- **CPMS** : femmes entre 7,7 et 11,1 %, hommes entre 7,3 et 9,8 %.

Couts de l'enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles

Couts : globaux, par élèves ou étudiants et traitements du personnel

En 2024, la Fédération Wallonie-Bruxelles a consacré **10 683,9 millions €** à son système éducatif.

La dépense moyenne par élève/étudiant varie de 5 500 € à 9 600 € du maternel au secondaire ordinaire et de 8 100 € à 10 000 € dans l'enseignement supérieur.

L'enseignement spécialisé coute quant à lui 25 200 € par élève.

Ainsi, une scolarité menée sans redoublement de l'entrée en maternelle au terme de l'enseignement secondaire supérieur s'évalue à 111 000 € par élève (à charge de la Fédération Wallonie-Bruxelles).

Sans redoublement, le cout moyen de ce parcours prolongé jusqu'au titre de bachelier professionnalisant s'élève à 135 000 € tandis qu'un parcours menant au master varie de 151 000 à 161 000 €, respectivement hors ou au sein d'une université.

L'échec scolaire a généré un surcout d'environ 402 millions € dans l'enseignement obligatoire ordinaire de plein exercice.

Répartition globale des dépenses

- **Dépenses totales de l'enseignement** : 10,68 milliards €, soit **73,4 %** du budget total de la Fédération Wallonie-Bruxelles (14,55 milliards €).
- **Traitements du personnel** : 7,65 milliards €, soit **80,6 %** des dépenses globales d'enseignement (hors universités qui gèrent elles-mêmes les salaires).
- Les autres dépenses concernent le fonctionnement (infrastructures, matériel, services communs ...).

Répartition par niveau d'enseignement

(en montants et en % des dépenses globales)

- **Maternelle** : 914,6 millions d'euros (M€) (9,1 %)
- **Primaire** : 1 922 M€ (19,1 %)
- **Secondaire** : 3 474,2 M€ (34,6 %)
- **Spécialisé** : 81,9 M€ (0,8 %)
- **Supérieur hors université** : 876,8 M€ (8,7 %)
- **Universités** : 808,7 M€ (8,1 %)
- **Enseignement secondaire artistique, Enseignement pour Adultes et Enseignement à distance** : 1 190,1 M€ (11,9 %)
- **Enseignement en alternance** : 81 894 M€ (0,8%)
- **Autres postes (centres PMS, fonds bâtiments scolaires)** complètent la répartition : 393,61 M€ (3,6%)

Coût annuel moyen par élève/étudiant en 2023-2024

(uniquement à charge de la Fédération Wallonie-Bruxelles)

- **Maternelle ordinaire** : 5 548 €
- **Primaire ordinaire** : 6 163 €
- **Secondaire ordinaire** : 9 557 €
- **Spécialisé** : 25 172 €
- **Supérieur hors université** : 8 087 €
- **Universités** : 10 037 €

Total des traitements liquidés aux personnels des établissements scolaires

- **Maternelle** : 795,74 millions d'euros (M€) (87 %)
- **Primaire** : 1 671,12 M€ (87 %)
- **Secondaire** : 3 057,31 M€ (88 %)

- **Spécialisé** : 74,52 M€ (91 %)
- **Supérieur hors université** : 666,38 M€ (76 %)
- **Enseignement secondaire artistique, Enseignement pour Adultes et Enseignement à distance** : 1 166,27 M€ (98 %)

Coût du redoublement et du retard scolaire dans l'enseignement obligatoire (2023-2024)

- Surcoût total dans l'enseignement obligatoire ordinaire : **environ 402 millions d'euros (M€)** :
 - Maternelle : 1,0 M€ (178 élèves maintenus en 3^e maternelle ou orientés dans le spécialisé)
 - Primaire : 46,8 M€ (taux d'échec de 2,4 % en 2023-2024)
 - Secondaire : 355,3 M€ (taux d'échec de 10,2 % en 2023-2024)

Ces surcoûts sont sous-estimés au secondaire puisque l'échec s'observe majoritairement dans l'enseignement qualifiant, plus financé. Enfin, il y a lieu de relativiser le coût net de l'échec scolaire à charge de la Fédération Wallonie-Bruxelles par le taux de sortie qu'il génère.

Évolution des dépenses par élève ou étudiant

Les dépenses par élève ont augmenté de manière significative au cours des dix dernières années, à prix constants, en particulier dans l'enseignement maternel (+27,4 %), spécialisé (+25,2 %) et dans le supérieur hors université (+11,4 %).

L'enseignement primaire a enregistré une hausse de +9,9 %, tandis que le secondaire ordinaire est resté quasi stable (+1,3 %).

À l'université, le coût par étudiant a diminué de -13,6 %, principalement en raison d'une forte hausse des effectifs combinée au financement par enveloppe fermée.

Évolution des dépenses allouées

Dans l'enseignement ordinaire, les dépenses ont progressé de **+11,4 %** au niveau maternel, **+8,0 %** en primaire et **+4,8 %** en secondaire.

Sur la même période, les effectifs ont reculé de **-12,5 %** au niveau maternel, **-1,7 %** en primaire et augmenté de **+3,4 %** en secondaire.

L'enseignement spécialisé a vu ses moyens croître de **+23,3 %** malgré une baisse de **-1,5 %** des élèves.

Dans le supérieur, les hausses sont de **+16,7 %** en hautes écoles et écoles supérieures des arts et de **+11,6 %** en universités, avec des effectifs en hausse de **+4,8 %** et **+29,2 %** respectivement. La hausse des étudiants combinée à un financement par enveloppe fermée réduit le budget disponible par étudiant.

Parcours et dispositifs d'enseignement spécifiques

Les centres d'éducation et de formation en alternance (CEFA)

Un Centre d'Éducation et de Formation en Alternance (CEFA) est une structure commune à plusieurs écoles qualifiantes d'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé de plein exercice qui souhaitent proposer à leurs élèves des formations en alternance. Toutefois, le CEFA a son siège administratif dans une école déterminée. Celle-ci est dénommée « établissement siège ». Les autres écoles qui participent à l'organisation de l'enseignement en alternance sont désignées comme des « établissements coopérants ».

Les CEFA proposent aux jeunes de 15 à 25 ans des formations qualifiantes dans l'enseignement secondaire technique de qualification et professionnel dès le 2^e degré. Chaque formation permet au jeune de combiner l'apprentissage en CEFA (formation générale et professionnelle) avec le travail en entreprise. Il est d'ailleurs rémunéré pour ce dernier en fonction de son âge et niveau de formation.

Nombre de CEFA, d'établissements sièges ou coopérants et d'élèves inscrits dans les CEFA :

Date de comptage	Année scolaire	Nombre de CEFA	Nombre d'établissements (siège et coopérant)	Nombre d'élèves
15-janv-25	2024-2025	43	129	8626
15-janv-24	2023-2024	43	125	8609
15-janv-23	2022-2023	43	122	8289
15-janv-22	2021-2022	43	118	8721
15-janv-21	2020-2021	43	117	8663
15-janv-20	2019-2020	43	120	9107
15-janv-19	2018-2019	43	116	8863

Tous les CEFA relèvent de l'enseignement secondaire ordinaire. Aucune école de l'enseignement spécialisé n'est *établissement-siège* d'un CEFA, mais plusieurs écoles sont toutefois des *établissements-coopérants*.

Il y a néanmoins des élèves issus de l'enseignement spécialisé qui fréquentent des CEFA. Ce nombre d'élèves est inclus dans le tableau général précédent.

Nombre d'élèves dans le secondaire spécialisé en alternance depuis 2018-2019

Réseaux	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025
Wallonie-Bruxelles Enseignement	55	40	38	40	62	73	27
Officiel libre subventionné	14	25	21	28	25	24	21
Libre confessionnel subventionné	177	176	185	164	188	203	87
Libre non confessionnel	7	4	2	2	4	0	1
TOTAL	253	245	246	224	279	300	136 ²⁶

²⁶ La baisse importante de l'année 2024-2025 n'est pas encore explicable ; les chiffres sont en cours de vérification.

L'Enseignement pour Adultes (EA)

L'éducation et la formation tout au long de la vie²⁷ occupent une place centrale dans notre société, car elles offrent aux adultes la possibilité d'acquérir une formation initiale, mais aussi de se perfectionner, de se réorienter ou de se reconverter dans des domaines variés de qualification.

L'Enseignement pour Adultes (EA) en Fédération Wallonie-Bruxelles s'inscrit pleinement dans cette logique. Le [décret du 16 avril 1991](#), qui encadre cet enseignement, en définit d'ailleurs deux finalités principales :

- (2) Concourir à l'épanouissement individuel en promouvant une meilleure insertion professionnelle, sociale, culturelle et scolaire ;
- (2) Répondre aux besoins et demandes en formation émanant des entreprises, des administrations, de l'enseignement et d'une manière générale des milieux socio-économiques et culturels.

Les formations proposées couvrent l'ensemble des niveaux d'enseignement : secondaire inférieur et supérieur, ainsi qu'enseignement supérieur de type court ou long. Elles donnent accès à des certifications reconnues, équivalentes à celles délivrées dans l'enseignement obligatoire ou supérieur de plein exercice. Selon la formation suivie, différents types de certifications peuvent être obtenus : diplômes, certificats (CEB, CE2D, CESS, certificat de qualification), ou attestations de réussite.

Par ailleurs, cet opérateur est seul habilité à dispenser certaines formations spécifiques, telles que la maréchalerie ou la maroquinerie. Il délivre également des titres permettant soit l'accès à des professions réglementées exigeant un titre particulier, soit une meilleure reconnaissance salariale.

Cela concerne notamment les connaissances en gestion de base, le CAP (certificat d'aptitude pédagogique), le CAPAES (certificat d'aptitude pédagogique pour l'enseignement supérieur), l'aptitude à accompagner les élèves à besoins spécifiques, les aides-soignants, les bibliothécaires brevetés, les géomètres-experts, les conseillers en prévention, ainsi que les cadres du secteur non marchand.

Les établissements d'EA disposant de l'habilitation pour organiser une section d'enseignement supérieur sont officiellement reconnus comme établissements d'enseignement supérieur.

²⁷ L'expression « éducation et formation tout au long de la vie » désigne la recherche ininterrompue, facultative et volontaire de la connaissance pour des raisons personnelles ou professionnelles. L'objectif général est l'amélioration des connaissances, des aptitudes et des compétences. Le caractère intentionnel des activités d'apprentissage les distingue des autres types d'activités, sportives et culturelles, par exemple.

http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Glossary:Lifelong_learning/fr

L'EA fonctionne selon une approche modulaire, permettant à chacun de construire son parcours à son propre rythme et de l'adapter à ses contraintes personnelles et professionnelles. Les études sont organisées en unités d'enseignement (UE), et l'obtention d'un titre requiert la réussite de toutes les UE prévues dans le dossier pédagogique de la formation, ainsi que la réalisation d'un travail de fin d'études (épreuve intégrée). La majorité des cursus intègrent également des modules de stage.

Autre avantage : les cours sont proposés en journée et/ou en soirée, offrant une grande flexibilité d'organisation.

Le public de l'EA

Le public visé par l'EA est particulièrement diversifié. Toute personne n'étant plus soumise à l'obligation scolaire – à partir de 18 ans – peut y être admise, qu'elle soit sans emploi, en activité ou en recherche d'emploi. L'EA permet également de bénéficier du congé d'éducation payé, offrant ainsi aux travailleurs la possibilité de se former durant leurs heures de travail, tout en conservant leur rémunération.

En outre, certains établissements d'EA proposent des unités d'enseignement (UE) destinées à des publics spécifiques, comme des cours d'alphabétisation pour les personnes réfugiées. Ces formations peuvent être mises en place en collaboration avec des associations ou des autorités locales. L'EA est aussi actif dans les établissements pénitentiaires, où il organise des modules de formation à destination des détenus. Cet accompagnement peut se poursuivre en dehors des murs (extra-muros), afin de soutenir les justiciables ou ex-détenus dans la continuité ou la reprise d'un parcours de formation.

À partir de la rentrée scolaire 2025/2026, l'EA va jouer un rôle essentiel dans l'accompagnement des élèves concernés par la limitation d'accès aux 7^e années de technique de qualification et aux 7^e années professionnelles (7TQ/7P) de l'enseignement secondaire de plein exercice et en alternance pour les élèves déjà diplômés de l'enseignement obligatoire (CESS ou CESS et CQ).

Les établissements d'EA

L'EA regroupe actuellement 146 établissements répartis sur l'ensemble du territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Certains de ces établissements proposent simultanément des formations relevant de l'enseignement secondaire et d'autres de l'enseignement supérieur.

Concernant ce dernier, un nombre significatif de cursus, pas moins de 365, bénéficient d'une habilitation délivrée conformément à l'article 88 du décret « Paysage ».

Des compétences pour la vie (Contrat 2035)

Sous l'impulsion de la ministre de l'Enseignement de promotion sociale, le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles lance une réforme majeure intitulée "**Des compétences pour la vie : Contrat 2035 de l'Enseignement pour Adultes**". Ce projet vise à faire de l'Enseignement de Promotion Sociale (EPS) un pilier central de l'éducation tout au long de la vie.

Trois axes principaux structurent cette réforme :

1. **Moderniser l'offre de formation** en intégrant les enjeux du numérique, l'évolution du marché du travail et les besoins socio-économiques.
2. **Améliorer l'accessibilité et l'attractivité de l'EPS**, en tenant compte des contraintes des adultes (emploi, famille, parcours de vie) pour leur offrir des formations plus flexibles et inclusives.
3. **Renforcer la gouvernance et la qualité** en clarifiant les objectifs pour les établissements, en simplifiant les tâches administratives et en instaurant une dynamique d'amélioration continue par les audits.

En résumé, le Contrat 2035 veut adapter l'enseignement pour adultes aux défis du 21^e siècle et valoriser son rôle stratégique dans la société.

Un site pour l'EA

L'EA dispose désormais de son propre [site internet](#). Un moteur de recherches recense toutes les formations organisées dans les 146 établissements de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Il permet de faire le lien entre les formations proposées et les établissements qui les organisent.

Élaboré à destination du grand public, le site présente aussi l'organisation de l'EA, les modalités d'inscription, les secteurs d'activités, les possibilités de valorisation d'expériences, etc.

Vous cherchez des chiffres sur l'Enseignement pour Adultes ?

[Le site « statistiques.cfwb.be »](#) présente de manière dynamique les derniers chiffres ou données relatifs à l'EA : inscriptions, nombre d'étudiants, population enseignante, etc.

Concernant le budget de l'EA, rendez-vous également sur [le site « statistiques.cfwb.be »](#)

L'enseignement à domicile

Introduction

La matière de l'enseignement à domicile est régie par les articles 1.7.1-12 et suivants du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire²⁸.

Ce Code a intégré les dispositions du décret du 25 avril 2008 fixant les conditions pour pouvoir satisfaire à l'obligation scolaire en dehors de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, à l'exception des règles prévues aux articles 19 et 20 qui seront abrogées progressivement avec l'entrée en vigueur du tronc commun.

Bien que la législation n'établisse aucune distinction à cet égard, l'enseignement dit « à domicile » recouvre, principalement, deux réalités :

- Les enfants instruits à domicile (enseignement à domicile au sens strict) ;
- Les enfants suivis par des structures d'enseignement collectif (communément appelées « écoles privées »). Ils sont assimilés aux élèves relevant de l'enseignement à domicile. Ex. : écoles préparatoires aux jurys de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Pour pouvoir répondre à l'obligation scolaire par le biais de l'enseignement à domicile, les parents doivent faire parvenir une déclaration d'enseignement à domicile à l'Administration pour le 5 septembre au plus tard.

Ce délai peut être porté au 15 septembre de l'année scolaire visée si les parents peuvent démontrer que l'enfant était inscrit et fréquentait une école permettant de satisfaire à l'obligation scolaire depuis le début de l'année scolaire avant d'opter pour l'enseignement à domicile.

Ce délai est prolongé si l'enfant arrive de l'étranger et fixe sa résidence en Belgique après le 5 septembre.

Dans ces deux cas, les parents sont invités à prendre directement contact avec le service de l'enseignement à domicile pour connaître la procédure.

²⁸ [Décret du 3 mai 2019](#) portant les livres 1^{er} et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun.

Les chiffres de l'enseignement à domicile²⁹

	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021
À domicile	845	875	1015	1072	1103	2416
École privée	385	397	366	648	836	771
Total	1230	1272	1381	1720	1939	3187

	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025
À domicile	2169	2 283	2172	2414
École privée	836	982	1016	1170
Total	3005	3 265	3188	3584

Les conditions d'accès à l'enseignement domicile

L'enfant doit être en âge d'obligation scolaire et résider sur le territoire de la Région bruxelloise ou de la Région wallonne.

Si l'enfant est en âge de fréquenter l'enseignement maternel et primaire, il n'existe, a priori, aucune autre condition d'accès. À partir du niveau secondaire, pour pouvoir s'inscrire à l'enseignement à domicile, l'élève doit répondre aux conditions d'obtention des différentes épreuves certificatives reprises ci-dessous :

- Avoir obtenu le certificat d'études de base (C.E.B.) dans le courant de l'année scolaire durant laquelle l'enfant atteint l'âge de 12 ans ;
- Avoir obtenu le certificat d'enseignement secondaire du premier degré (C.E.1.D) dans le courant de l'année scolaire durant laquelle l'enfant atteint l'âge de 14 ans ;
- Avoir obtenu le certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré (C.E.2.D.) (ou une attestation d'orientation A ou B sanctionnant la fin de la 4^e année de l'enseignement secondaire) dans le courant de l'année scolaire durant laquelle l'enfant atteint l'âge de 16 ans.
-

²⁹ Ces chiffres sont arrêtés au 31/10 de l'année scolaire visée. Ils fluctuent au long de l'année scolaire en fonction, notamment, des décisions de la Commission de l'enseignement à domicile.

Les contrôles du niveau des études

Les enfants inscrits à l'enseignement à domicile sont soumis à un contrôle du niveau des études au minimum au cours de l'année civile durant laquelle ils atteignent l'âge de 8 ans et de 10 ans.

Ils peuvent également être convoqués, à tout moment, d'initiative, à la demande du Gouvernement ou de la Commission de l'enseignement à domicile.

Le Service général de l'Inspection est chargé du contrôle du niveau des études. Il s'assure que l'enseignement dispensé permet à l'enfant soumis à l'obligation scolaire d'acquérir un niveau d'études équivalent aux référentiels visés, à l'article 1.7.1-14, §1^{er}, du Code précité.

Les membres du Service général de l'Inspection s'assurent également que l'enseignement dispensé poursuit les objectifs définis à l'article 1.4.1-1 du Code, qu'il est conforme au titre II de la Constitution et ne prône pas des valeurs qui sont manifestement incompatibles avec la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome, le 4 novembre 1950.

En pratique, les parents reçoivent une convocation à un contrôle du niveau des études au minimum un mois à l'avance. Durant ce contrôle, l'enfant va réaliser quelques tests écrits et peut être amené à répondre à des questions posées oralement. Il s'agit également d'une rencontre avec les parents qui vont alors exposer, au Service général de l'Inspection la manière dont sont organisés les apprentissages de l'enfant.

Une fois le contrôle effectué, le Service général de l'Inspection émet un avis dans un rapport circonstancié qu'il transmet aux parents qui disposent de 10 jours pour apporter leurs commentaires et observations. C'est ensuite la Commission de l'enseignement à domicile, qui, sur base du rapport et des éventuelles remarques des parents, statue sur la conformité de l'enseignement prodigué. Si la Commission de l'enseignement à domicile rend une décision négative sur le contrôle du niveau des études, l'enfant devra être à nouveau contrôlé dans un délai de 2 à 6 mois. Si, au terme de ce 2^e contrôle, la Commission décide à nouveau que l'encadrement pédagogique et le niveau atteint ne sont pas suffisants, l'enfant ne pourra pas poursuivre l'enseignement à domicile et devra impérativement être inscrit dans une école organisée ou subventionnée par la Communauté française ou permettant de satisfaire à l'obligation scolaire.

Il en va de même en cas d'absence au contrôle du niveau des études considérée comme injustifiée par la Commission de l'enseignement à domicile.

Vous trouverez plus d'informations sur l'enseignement à domicile
sur [nos pages « enseignement.be »](#)

L'enseignement secondaire artistique à horaires réduits (ESAHR)

Le rôle et l'action de la Fédération Wallonie-Bruxelles

L'enseignement secondaire artistique à horaire réduit (ESAHR) est un enseignement subventionné non obligatoire. Il est régi par le [décret du 2 juin 1998](#) qui l'organise et lui confère des finalités et des structures propres.

La Communauté française agit en tant que pouvoir subventionnant et autorité de contrôle.

En tant que pouvoir subventionnant, elle prend à sa charge la totalité des traitements des directeurs et directeurs adjoints, des enseignants et des surveillants-éducateurs. Elle verse également aux pouvoirs organisateurs des subventions destinées à couvrir les frais de fonctionnement des écoles au prorata du nombre d'élèves inscrits et fréquentant régulièrement les cours.

Par les services de l'administration, elle exerce un contrôle pour s'assurer du respect des conditions légales et réglementaires permettant l'octroi et le maintien des subventions.

Par le service général de l'inspection, la Communauté française exerce un contrôle du niveau des études et des compétences à acquérir par les élèves dans le respect de la liberté des pouvoirs organisateurs en ce qui concerne l'organisation des cours, leurs contenus et le choix des méthodes pédagogiques utilisées.

Les finalités

L'ESAHR recouvre trois finalités essentielles :

1. Concourir à l'épanouissement des élèves en promouvant une culture artistique par l'apprentissage des divers langages et pratiques artistiques ;
2. Donner aux élèves les moyens et formations leur permettant d'atteindre l'autonomie artistique suscitant une faculté créatrice personnelle ;
3. Offrir un enseignement préparant des élèves à rencontrer les exigences requises pour accéder à l'enseignement supérieur artistique.

Les domaines d'enseignement

L'enseignement secondaire artistique à horaire réduit peut être dispensé dans les quatre domaines suivants :

1. Les arts plastiques, visuels et de l'espace
2. Les arts de la parole et du théâtre
3. La danse
4. La musique

Le nombre d'établissements

L'enseignement secondaire artistique à horaire réduit compte **111 établissements**.

Les Jurys

Présentation

Les jurys de la Communauté française forment une filière alternative qui permet d'obtenir les mêmes titres que ceux délivrés dans l'enseignement de plein exercice. Le [décret du 27 octobre 2016](#)³⁰ précise que la direction³¹ des jurys de l'enseignement secondaire est habilitée à délivrer les titres suivants :

- Le certificat d'enseignement secondaire du premier degré (CE1D),
- Le certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré (enseignement général, technique et artistique de transition, technique et artistique de qualification et professionnel) (CE2D),
- Le certificat d'enseignement secondaire supérieur (enseignement général, technique et artistique de transition, technique et artistique de qualification et professionnel) (CESS),
- Le diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur (DAES),
- L'attestation de réussite de l'épreuve préparatoire donnant accès aux études de bachelier sage-femme et de bachelier infirmier responsable de soins généraux (Paramédical Bachelier),
- L'attestation de réussite de l'épreuve préparatoire donnant accès aux études d'infirmier hospitalier et d'infirmier hospitalier – orientation santé mentale et psychiatrie (Paramédical Brevet),
- Le certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel (CE6P).

Les autres titres délivrés dans l'enseignement secondaire de plein exercice et non listés ci-dessus ne sont pas délivrés par cette direction.

Deux cycles d'examens sont organisés par année scolaire :

- Premier cycle : d'août à janvier
- Deuxième cycle : de février à juillet.

Les résultats sont notifiés au terme de chaque cycle, soit au plus tard le 31 janvier pour le cycle 1 et au plus tard le 31 juillet pour le cycle 2.

Les épreuves sont organisées pour chaque titre lors de chaque cycle sauf pour :

- Le CE1D qui n'est organisé que durant le cycle 2,
- Le DAES qui n'est organisé que durant le cycle 1 avec deux sessions consécutives.

³⁰ Décret portant sur l'organisation des jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire.

³¹ La direction est constituée d'une équipe pédagogique composée de professeurs détachés de leur établissement scolaire pour les cours de la formation commune. A l'aide d'autres enseignants, chaque examinateur est donc en charge de la rédaction des épreuves, de la correction et de l'évaluation pour autant qu'il respecte les programmes en vigueur dans l'enseignement organisé par la FW-B.

Quelques données chiffrées

Voici les chiffres des inscriptions **validées** depuis 2018-2019 :

	2018- 2019 cycle 1	2018- 2019 cycle 2	2019- 2020 cycle 1	2019- 2020 cycle 2	2020- 2021 cycle 2 ³²	2021- 2022 cycle 1	2021- 2022 cycle 2
CE1D	/	273	/	245	335	/	349
CE2D G	122	200	142	218	196	153	228
CE2D TT	3	7	5	7	6	3	3
CE2D TQ	12	14	17	22	12	10	15
CE2D P	14	9	14	20	14	5	33
CESS G	389	651	540	690	685	483	710
CESS TT	43	24	16	25	19	9	10
CESS TQ	50	79	53	54	60	46	71
CESS P	275	409	291	475	499	361	521
CE6P	0	0	0	0	0	0	0
DAES I	140	/	141	104	/	112	/
DAES II	131	/	82	/	/	96	/
Bachelier	16	24	15	25	13	3	28
Brevet	107	202	121	178	170	83	134
Total	1 302	1 892	1 437	2 063	2 009	1 364	2 102

³² En raison de la crise sanitaire, le cycle 2 de 2019-2020 a été prolongé de février 2020 à janvier 2021. Le cycle 1 n'a dès lors pas été organisé en 2020-2021.

	2022-2023 cycle 1	2022-2023 cycle 2	2023-2024 cycle 1	2023-2024 cycle 2	2024-2025 cycle 1	2024-2025 cycle 2
CE1D	/	375	/	451	/	497
CE2D G	166	249	220	248	201	320
CE2D TT	1	4	4	6	5	10
CE2D TQ	10	16	14	21	15	37
CE2D P	24	39	17	20	14	26
CESS G	565	803	608	776	729	1038
CESS TT	11	16	14	19	20	61
CESS TQ	51	55	52	80	73	122
CESS P	412	616	385	688	548	898
CE6P	0	0	1	0	/	/
DAES I	159	/	163	/	133	/
DAES II	94	/	91	/	103	/
Bachelier	12	17	11	16	14	13
Brevet	60	122	71	97	51	120
Total	1 565	2 312	1 650	2 422	1 906	3 142

Dans les faits, ces chiffres sont légèrement plus élevés puisqu'ils ne prennent pas en compte les dossiers introduits qui ont mené à un refus d'inscription.

Les profils des candidats sont assez variés :

- Décrochage scolaire,
- À besoins spécifiques qui ne peuvent être pris en charge dans l'enseignement traditionnel,
- Travailleurs qui veulent évoluer dans leur carrière professionnelle,
- Inscrits en écoles privées,
- Dépendants de l'enseignement à domicile,
- Équivalence « non satisfaisante ».

Les candidats ne doivent pas justifier leur parcours scolaire. Il est donc difficile de chiffrer la proportion selon les cas.

Toutes les informations complémentaires concernant les jurys sont à retrouver sur le site <https://jurys.cfwb.be/jurys-secondaires> notamment à propos de la séance d'information obligatoire et préalable à l'inscription.

Les certifications

Les taux de réussites aux évaluations externes certificatives

Les évaluations externes certificatives sont des épreuves externes communes liées à l'octroi d'un certificat : le certificat d'études de base (CEB), l'épreuve certificative externe commune au terme de la troisième étape du continuum pédagogique (CE1D) et l'épreuve certificative externe commune au terme de l'enseignement secondaire supérieur (CESS).

Objectif des épreuves

Les épreuves externes ont pour objectif essentiel d'évaluer équitablement les élèves sur la base d'un même examen. L'épreuve du CEB vise par ailleurs à certifier que les compétences de base à acquérir à la fin de la 6^e année primaire sont atteintes.

L'épreuve du CE1D vise à certifier que les compétences à acquérir en mathématiques, en sciences, en langues modernes et en français à la fin de la 2^e année secondaire sont acquises. L'épreuve du CESS quant à elle vise à certifier certaines compétences à acquérir en français et en histoire au terme de l'enseignement secondaire.

Les consignes de passation, les questions et les critères de correction des épreuves sont identiques pour tous les élèves qui les présentent et la passation s'effectue de manière simultanée dans toutes les écoles en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Conception des épreuves

Les épreuves sont préparées avec deux ans d'avance. Derrière chaque évaluation externe se trouve un groupe de travail. Il est composé d'enseignant(e)s, de membres du Service général de l'Inspection, de conseillers et conseillères au soutien et à l'accompagnement et d'un(e) représentant(e) de l'Administration.

Sa mission est d'élaborer l'épreuve, les consignes de passation et de correction ainsi que les critères de réussite.

Les questions font l'objet d'une réflexion pédagogique approfondie et sont construites afin de garantir une qualité d'évaluation constante année après année. Elles visent à évaluer les compétences définies au sein des Socles de compétences (jusqu'en 2^e secondaire) et des Compétences terminales. Toutefois, à partir de juin 2026, ce sont les attendus des nouveaux référentiels du tronc commun qui seront évalués, pour le CEB.

Correction des épreuves

Pour le CEB, les corrections sont effectuées dans des centres de correction. Elles sont centralisées afin de garantir l'impartialité du processus et l'égalité de traitement entre les élèves. Les enseignants ne corrigent donc pas les copies de leurs élèves.

Pour les épreuves du secondaire, l'ensemble des enseignant(e)s des années concernées par les épreuves se chargent de la correction.

Taux de réussite

Note préalable : Il faut rester prudent dans l'interprétation de l'évolution des résultats des épreuves externes, car il n'est pas possible d'y distinguer la part due à la variation du niveau des élèves de celle liée à la variation de la difficulté des épreuves.

CEB

Le CEB est attribué obligatoirement aux élèves qui obtiennent au moins 50 % à chacune des matières évaluées.

Taux de réussite à l'épreuve CEB des élèves de 6^e année primaire*

Année	2018	2019	2021	2022	2023	2024	2025
Taux de réussite	90,6 %	90,8 %	88,3 %	85,4 %	88,2 %	87,9 %	86,9 %

* Le taux de réussite est calculé sur l'ensemble des élèves présents à l'entièreté de l'épreuve.

Scores moyens par discipline (élèves de 6^e primaire)

Année	Français	Mathématiques	Éveil
2018	75,9 %	76,1 %	68,8 %
2019	71,1 %	74,6 %	76,3 %
2020	-	-	-
2021	74,6 %	71,1 %	76,3 %
2022	74,8 %	71,4 %	73,1 %
2023	73,9 %	73,6 %	75,1 %
2024	71,2 %	74,3 %	78,6 %
2025	74,0 %	75,8 %	69,6 %

CE1D

Le conseil de classe **doit** considérer que les élèves qui obtiennent **au moins 50 %** à l'épreuve maîtrisent les compétences attendues pour **la discipline concernée**. Pour les élèves qui n'ont pas satisfait ou qui n'ont pu participer à l'épreuve en totalité ou en partie, le conseil de classe peut estimer qu'il maîtrise les compétences et les savoirs visés par l'épreuve, sur la base de leur dossier individuel. Les résultats correspondent aux informations transmises à l'Administration par les établissements scolaires et ne sont pas exhaustifs.

Taux de réussite à l'épreuve CE1D pour les élèves de 2^e année commune et de 2^e supplémentaire*

	2018	2019	2021	2022	2023	2024	2025
Français	78,8 %	70,9 %	87,1 %	81,2 %	80,7 %	85,2 %	**
Maths	54,0 %	53,9 %	51,1 %	48,9 %	58,2 %	57,0 %	**
Sciences	54,4 %	62,4 %	76,2 %	48,8 %	82,5 %	68,8 %	**
Langues modernes	55,3 %	57,7 %	64,8 %	70,0 %	71,1 %	69,0 %	**

* Le taux de réussite est calculé sur l'ensemble des élèves présents à l'entièreté de l'épreuve.

** Les chiffres seront disponibles dans le courant du mois de septembre.

Scores moyens à l'épreuve CE1D pour les élèves de 2^e année commune et de 2^e supplémentaire

	2018	2019	2021	2022	2023	2024	2025
Français	61,2 %	58,0 %	68,1 %	63,3 %	63,7 %	66,1 %	**
Mathématiques	51,5 %	51,1 %	49,7 %	47,4 %	54,0 %	52,6 %	**
Sciences	50,4 %	53,1 %	60,6 %	48,1 %	64,0 %	55,5 %	**
Langues modernes	52,2 %	53,7 %	57,4 %	60,9 %	61,9 %	60,1 %	**

** Les chiffres seront disponibles dans le courant du mois de septembre.

CESS

Le conseil de classe doit considérer que les élèves qui obtiennent au moins 50 % à l'épreuve maîtrisent la ou les compétence(s) évaluée(s). Ces résultats seront intégrés à la moyenne de l'élève pour la discipline concernée. Pour les élèves qui n'ont pas satisfait ou qui n'ont pu participer à l'épreuve en totalité ou en partie, le conseil de classe peut estimer qu'il maîtrise la ou les compétences visée(s) par l'épreuve, sur la base de leur dossier individuel. Les résultats correspondent aux informations transmises à l'Administration par les établissements scolaires et ne sont pas exhaustifs.

Taux de réussite aux épreuves CESS*

	2018	2019	2021	2022	2023	2024	2025
Français qualification	76,2 %	85,2 %	78,5 %	66,5 %	74,8 %	73,0 %	**
Français transition	90,1 %	90,1 %	88,6 %	82,8 %	85,1 %	85,9 %	**
Histoire	85,7 %	89,6 %	87,2 %	85,5 %	86,5 %	82,0 %	**

* Le taux de réussite est calculé sur l'ensemble des élèves présents à l'entièreté de l'épreuve.

** Les chiffres seront disponibles dans le courant du mois de septembre.

Scores moyens aux épreuves CESS

	2018	2019	2021	2022	2023	2024	2025
Français qualification	60,0 %	64,8 %	61,4 %	55,5 %	58,4 %	57,8 %	**
Français transition	69,8 %	69,4 %	68,4 %	65,7 %	66,7 %	66,4 %	**
Histoire	63,4 %	66,2 %	64,0 %	64,9 %	66,5 %	63,2 %	**

** Les chiffres seront disponibles dans le courant du mois de septembre.

Nouveautés pour l'année 2025-2026

Dès la rentrée scolaire 2025, les élèves de 6^e année primaire sont sous le régime du tronc commun. Les contenus sont dès lors définis par les référentiels du tronc commun.

Compte tenu du temps nécessaire pour s'approprier et mettre en œuvre pleinement les apprentissages prévus par les nouveaux référentiels, particulièrement pour les nouvelles disciplines, une période transitoire visant à amener les changements progressivement est prévue pour les années scolaires 2025-2026 et 2026-2027.

L'épreuve CEB 2026 évaluera la maîtrise des savoirs, savoir-faire et compétences attendus à l'issue de l'enseignement primaire, définis dans les référentiels du tronc commun, pour les 4 disciplines suivantes :

- Mathématiques
- Français
- Formation historique et géographique
- Sciences

La formation économique et sociale ainsi que les autres disciplines ne seront pas encore prises en compte dans l'épreuve 2026. Par ailleurs, l'épreuve portera uniquement sur les attendus de 6^e année primaire.

L'épreuve de 2026 sera réussie si l'élève obtient au minimum 50 % dans chaque discipline évaluée.

Pour retrouver toutes les communications faites à propos des épreuves externes (notes d'information, résultats complets, communiqués de presse, etc.) depuis 2016, rendez-vous sur [l'Espace presse d'enseignement.be](https://www.enseignement.be/ressources/ressources-externes).

Vous pouvez également consulter les [pages dédiées aux explications](https://www.enseignement.be/ressources/ressources-externes) sur les évaluations externes certificatives d'enseignement.be

Les recours contre les décisions des conseils de classe

Évolution du nombre de recours externes contre les décisions du conseil de classe dans l'enseignement secondaire ordinaire

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020
Nombre de dossiers	1 286	1 390	1 415	1 435	1 393	1 501	1 616	1 711
Non recevable - sans objet	213	253	300	294	243	291	386	277
Maintiens	790	939	893	897	886	1 038	934	1 181
Réformes	283	198	222	244	234	172	296	253

	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024
Nombre de dossiers	2 285	1 962	1 951	2 265
Non recevable - sans objet	298	354	355	308
Maintiens	1 530	1 177	1 067	1 503
Réformes	457	431	529	452

Entre l'année scolaire 2022-2023 et l'année scolaire 2023-2024, il y a donc eu une augmentation **de 16,09 %** des dossiers introduits auprès des conseils de recours.

Il n'est pas encore possible de donner des statistiques complètes pour l'année scolaire 2024-2025. Il faut attendre la seconde session (et ses éventuels recours).

Des statistiques définitives pour l'année scolaire 2024-2025 seront disponibles aux alentours du mois de décembre 2025.

Les conseils de recours sont souverains et déterminent eux-mêmes leur calendrier de travail.

Retrouvez toutes les infos et la réglementation
sur les recours contre les décisions des conseils de classe
dans l'enseignement secondaire ordinaire sur
www.enseignement.be/recours

Les aides

Les allocations d'études

Quelques données chiffrées

La Direction des Allocations d'Études réceptionne plus de **166.994** demandes annuelles. (Chiffres de 2024-2025)

Leur analyse permet à plus de 69.845 élèves du secondaire et 51.459 étudiants du supérieur de condition peu aisée de bénéficier d'une allocation dans le cadre de leurs études. (Taux d'acceptation : 72,64% pour l'ensemble des demandes réceptionnées)

Introduction des demandes

Une demande d'allocation d'études doit être introduite pour chaque élève ou étudiant et doit être réitérée chaque année scolaire ou académique. Les demandes sont traitées par ordre d'entrée chronologique.

Cette année, le formulaire électronique sera mis en ligne **à partir du 8 juillet** et peut être complété du 8 juillet jusqu'au 31 octobre au plus tard (date limite d'introduction des demandes).

La Direction des Allocations d'Études offre la possibilité d'introduire une demande d'allocation via un formulaire électronique ou par voie postale.

Le formulaire "électronique" propose de nombreux avantages exclusifs :

Une démarche **sans frais**, sécurisée et un traitement **plus rapide**.

Le formulaire "papier/PDF" qui doit être envoyé par courrier postal (via le **paiement** d'un recommandé exclusivement).

Depuis le début de l'informatisation en 2011, le recours au formulaire électronique est en constante progression.

Répartition entre le formulaire papier/électronique en 2024-2025 : **22% pour le papier** et **78% d'électronique**.

Les conditions d'octroi

L'octroi d'une allocation d'études est soumis à plusieurs conditions. Le dossier est examiné par la Direction des Allocations d'Études sur bases de différents critères comme les revenus du ménage, le nombre de personnes à charge, les revenus cadastraux / loyers, la nationalité, le cursus éducatif de l'élève ou de l'étude, etc. Vous trouverez l'information complète sur le site internet des allocations d'études.

Un centre d'appels pour les usagers

- Pour une **aide au remplissage du formulaire** de demande d'allocation d'études ou pour toute autre question. Du lundi au jeudi de 09h à 12h.
Composez le numéro du centre d'appel **0800 11 869**
- Pour le **suivi du dossier automatique** 24h/24 et 7j/7.
Composez le numéro **02 413 37 37**

Toutes les informations, conditions d'octrois
et démarches sont à retrouver sur
<https://allocations-etudes.cfwb.be>.

Les mécanismes de gratuité

Mise en œuvre de la gratuité scolaire dans l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé

Pour renforcer la gratuité d'accès à l'enseignement fondamental, la Fédération Wallonie-Bruxelles octroie des subventions ciblées aux écoles maternelles et primaires, couvrant non seulement les fournitures scolaires, mais aussi, le cas échéant, les activités scolaires, culturelles, sportives et les séjours pédagogiques avec nuitée(s).

Enseignement maternel

Une subvention dédiée garantit la gratuité effective en finançant les frais de fournitures et d'activités organisées (culture, sport, sorties avec nuitées, etc.). Les écoles ne peuvent facturer aucuns « frais cachés » aux parents. Une circulaire précise la liste d'achats pris en charge et les suppléments éventuellement à charge. Les établissements doivent justifier intégralement l'usage des fonds auprès des services gouvernementaux.

[Une circulaire](#) (8157 du 24/6/2021) fournit toutes les informations utiles et propose une liste exemplative des achats autorisés. Elle précise aussi ce qui reste à charge des parents.

Enseignement primaire

Pour les élèves de P1 à P3 (primaire ordinaire) et les deux premiers degrés de maturité en spécialisée, une subvention spécifique finance les fournitures scolaires. En mars 2024, la réforme a étendu la mesure à la 3e primaire et à la maturité 2. La facturation aux familles de ces fournitures est désormais interdite. La subvention peut aussi couvrir, en complément, certaines activités pédagogiques et séjours. [Une circulaire](#) (9206 du 22/03/2024) définit les frais autorisés (à leur coût réel), ceux facultatifs (désormais interdits, sauf achat groupé de manuels/cahiers) et ceux proscrits, avec des listes annexées selon les niveaux. Les pouvoirs organisateurs doivent conserver toutes les pièces justificatives pour contrôle.

Les mécanismes de solidarité

En cas de difficulté de paiement, les écoles sont tenues de faire intervenir les mécanismes de solidarité. Ces mécanismes de solidarité devront avoir été pensés en amont lors du Conseil de participation. En outre, si les frais scolaires excèdent un montant de 50 euros, l'école devra organiser un étalement de paiement à la

demande du parent d'élève. Pour plus d'informations à propos des mécanismes de solidarité, vous pouvez également consulter [cette page](#).

Quelques données chiffrées

Mise en œuvre de la gratuité scolaire au niveau fondamental ordinaire

Le tableau ci-dessous reprend les montants octroyés dans le cadre de la subvention spécifique à la gratuité scolaire dans l'enseignement fondamental ordinaire, ainsi que les années d'études concernées, pour les années scolaires 2022-2023 à 2025-2026.

Année scolaire	Années d'études concernées	Montant total octroyé
2022-2023	M1-M3	10.132.172 €
2023-2024	M1-P2	18.762.871 €
2024-2025	M1-P3	22.663.558 €
2025-2026	M1-P3	23.307.694 €

Les données montrent une extension progressive du champ d'application de la subvention à la gratuité scolaire dans l'enseignement fondamental ordinaire, tant en termes de niveaux d'études concernés que de montants octroyés. Initialement limitée aux trois années de maternelle en 2022-2023, la mesure a été étendue aux deux premières années du primaire en 2023-2024, puis à la troisième année primaire à partir de 2024-2025. Cette évolution s'accompagne d'une augmentation des crédits budgétaires alloués, passant de 10,1 millions d'euros à plus de 23,3 millions entre 2022 et 2026.

Mise en œuvre de la gratuité scolaire au niveau fondamental spécialisé

Les montants alloués dans le cadre de la subvention à la gratuité scolaire dans l'enseignement fondamental spécialisé ont été progressivement augmentés, en parallèle de l'élargissement du nombre d'élèves concernés. Initialement limitée au niveau maternel en 2022-2023, la mesure a été étendue à la maturité I en 2023-2024, puis à la maturité II à partir de 2024-2025. Le budget total octroyé est ainsi passé de 87.096 € à plus de 939.000 € sur une période de quatre années scolaires.

Année scolaire	Élèves concernés	Montant total octroyé
2022-2023	maternel	87.096 €
2023-2024	maternel et maturité I	401.716 €
2024-2025	maternel et maturité I et II	893.832 €
2025-2026	maternel et maturité I et II	939.494 €

Pour plus d'informations sur la gratuité d'accès à l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, en particulier concernant les décomptes périodiques, et les documents informatifs destinés aux parents, visitez la page :

<http://www.enseignement.be/index.php?page=26779&navi=3387>

Subvention pour l'achat de matériel informatique et application

« ONEL³³ »

Dans le cadre de la Stratégie numérique dans l'enseignement, élaborée à la suite de la crise sanitaire, le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a retenu le modèle "1:1"³⁴, proposé au choix des écoles. Ce modèle vise à permettre à chaque élève qui le souhaite de s'équiper d'un ordinateur portable, d'un notebook ou d'une tablette, utilisable tant à l'école qu'à la maison, afin de renforcer les pratiques pédagogiques et réduire la fracture numérique.

Bon d'achat ou location

Les parents ou responsables légaux des élèves inscrits dans une école ayant adopté le modèle "1:1" peuvent bénéficier, s'ils optent pour ce système, d'un bon d'achat forfaitaire unique de 150 € octroyé par la Fédération Wallonie-Bruxelles. Ce bon s'applique à l'achat ou à la location d'un équipement informatique proposé par le pouvoir organisateur ou l'établissement scolaire. Les familles ont la possibilité :

- D'acheter directement le matériel
- Ou de le louer sur une période de 3 ou 4 ans, avec transfert de propriété au terme du contrat, une fois l'équipement amorti selon les conditions fixées par l'école

Fonds de solidarité

Un fonds de solidarité a également été mis en place par la Fédération Wallonie-Bruxelles pour soutenir les familles rencontrant des difficultés financières. Pour en bénéficier, les écoles doivent impérativement proposer à la fois l'achat et la location de matériel. Chaque année, en octobre, les écoles reçoivent un droit de tirage leur indiquant le montant disponible dans le cadre de ce fonds pour venir en aide aux parents dans l'équipement de leurs enfants.

Ce soutien s'inscrit dans une politique plus large visant à lutter contre la fracture numérique, en garantissant aux élèves et équipes pédagogiques de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et en alternance (CEFA), l'accès à du matériel informatique de qualité. L'adhésion au dispositif reste facultative.

³³ ONEL = outil numérique pour l'équipement des élèves

³⁴ 1 élève = 1 appareil numérique, utilisable à l'école et à la maison

Application ONEL : gestion et contrôle des bons d'achat

Pour encadrer la mise en œuvre de ce dispositif (volet 2) et assurer un suivi rigoureux des indemnités octroyées, l'Administration a développé une application informatique dédiée : ONEL.

Cette application comprend trois plateformes distinctes :

- Pour les écoles : accessible via le compte CERBÈRE³⁵, elle permet de générer les bons d'achat, associés à un code d'identification unique lié au numéro SIEL-CF³⁶ de l'élève.
- Pour les fournisseurs (externes ou internes à l'école) : identifiés par l'Administration, ils accèdent à leur interface sécurisée pour valider le bon d'achat, joindre la pièce justificative, et soumettre la demande de remboursement des 150 €.
- Pour l'Administration : elle y traite les demandes, valide les pièces justificatives et procède au remboursement aux fournisseurs.

Quelques données chiffrées

On constate une augmentation année après année des montants alloués tant au Fonds de solidarité qu'aux bons d'achat ou de location. Entre 2022-2023 et 2024-2025, le budget du Fonds de solidarité a augmenté de plus de 50 %, tandis que les moyens consacrés aux bons d'achat ou de location ont presque doublé. Cela témoigne non seulement d'une réponse aux besoins croissants des familles, mais aussi de l'engagement pour lutter contre la fracture numérique à l'école.

Année scolaire	Fonds de solidarité	Bons d'achat ou location
2022-2023	1.007.775,02 €	1.467.000,00 €
2023-2024	1.106.468,23 €	2.057.100,00 €
2024-2025	1.540.594,47 €	2.694.900,00 €

Pour plus d'informations sur le dispositif :

<https://mes-outils-numeriques.cfwb.be/>

³⁵ Un compte CERBÈRE est un identifiant personnel sécurisé qui permet d'accéder à une série d'applications, de plateformes et de services en ligne de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

³⁶ Le numéro SIEL-CF est un identifiant unique attribué à chaque élève inscrit dans l'enseignement obligatoire organisé ou subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Les subventions pour les manuels scolaires (MANOLO)

Cette aide financière permet aux écoles d'acquérir des manuels scolaires, ressources numériques, outils et matériels pédagogiques, ainsi que des livres de littérature agréés.

Depuis 2020, le décret du 7 février 2019 prévoit l'octroi d'une dotation ou subvention³⁷ à l'ensemble des établissements scolaires – fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, qu'ils soient organisés ou subventionnés par la Communauté française.

Chaque année, le Gouvernement fixe le montant par élève. Pour chaque école, l'intervention financière maximale est calculée en multipliant ce montant par le nombre d'élèves régulièrement inscrits au 15 janvier de l'année précédente (N-1).

La subvention est versée :

- Aux établissements du réseau WBE (enseignement organisé par la Communauté française)
- Aux Pouvoirs organisateurs dans l'enseignement officiel subventionné et libre subventionné

Les établissements et Pouvoirs organisateurs conservent une totale liberté dans le choix des ressources pédagogiques, mais seuls les ouvrages labellisés ou agréés sont couverts par le dispositif MANOLO.

Il n'existe pas de procédure d'achat centralisée : chaque établissement ou PO reste maître de ses commandes et achats. Cette aide est considérée comme un soutien public.

Extension du dispositif aux matériels liés au tronc commun

La subvention a été étendue à l'achat de matériel pédagogique lié aux référentiels FMTTN (formation manuelle, technique, technologique et numérique) et ECA (éducation culturelle et artistique) dans le degré inférieur du secondaire (1re à 3e). Cette extension vise à garantir la mise en œuvre effective des apprentissages du tronc commun :

- 1re secondaire à partir de 2026-2027
- 2e secondaire à partir de 2027-2028
- 3e secondaire à partir de 2028-2029

³⁷ On parle de subsides pour les écoles de l'enseignement subventionné et on parle de dotations pour les écoles organisées par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Des listes de matériels éligibles, classés par discipline et champ disciplinaire, sont annexées à [la circulaire 9166](#) du 22/02/2024.

Le matériel numérique n'est pas concerné par cette extension : il fera l'objet de subventions spécifiques ultérieures.

Les achats doivent impérativement être réalisés dans les limites de ces listes, avec une attention particulière portée à l'acquisition de matériel durable et réutilisable.

Modalités pratiques

- La dotation/subvention est versée automatiquement en début d'année civile.
- Une dépêche explicative est envoyée à l'adresse officielle du PO ou de l'établissement (réseau WBE).
- Elle couvre les dépenses effectuées entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année concernée.
- Les factures doivent être datées au plus tard le 31 décembre.
- Les justificatifs doivent être tenus à disposition de l'Administration ou des vérificateurs.
- Les montants non utilisés doivent être signalés au plus tard le 31 janvier de l'année suivante.

Quelques données chiffrées

Année budgétaire	Total subvention versée	Contrôles	A rembourser	Intégralement utilisée	Intégralement remboursée	Taux d'utilisation
2020	3.711.000,00 €	370.839,52 €	69.989,25 €	175.489,98 €	38.238,64 €	81%
		225 établissements	114 établissements	111 établissements	19 établissements	
2021	3.740.000,00 €	329.206,36 €	72.716,06 €	151.763,98 €	32.988,43 €	78%
		228 établissements	125 établissements	101 établissements	25 établissements	
2022	3.844.000,00 €	180.880,42 €	30.693,03 €	77.900,53 €	6.333,12 €	83%
		125 établissements	71 établissements	54 établissements	8 établissements	

Nous nous permettons d'extrapoler les taux d'utilisation de la subvention Manolo en partant des échantillons contrôlés annuellement qui représentent environ 10% des établissements concernés.

Par ailleurs, les données sur les ressources les plus/les moins souvent achetées (manuels scolaires, logiciels scolaires, outils pédagogiques, livres de littérature), ne sont pas disponibles. En effet, les contrôles effectués à ce jour par les vérificateurs comptables permettent uniquement de vérifier si les ressources acquises par les établissements entrent dans le cadre des dispositions reprises dans le décret du

07/02/2019 relatif à l'acquisition de manuels scolaires, de ressources numériques, d'outils pédagogiques et de livres de littérature, au sein des établissements scolaires.

Évolution de la subvention

Calcul dotation/subvention MANOLO								
Décret 07-02-2019 relatif à l'acquisition de manuels scolaires								
Art 4 : A partir de 2020, le montant visé à l'alinéa précédent est indexé selon le rapport entre l'indice des prix à la consommation du mois de janvier de l'année en cours et celui du mois de janvier de l'année précédente, et adapté au prorata de l'évolution, durant les 10 dernières années scolaires précédant l'année budgétaire en cours, de la population scolaire.								
Montant initial	3.657.000							
	Indexation	Index + Var. populations	Budget initial	Indice des prix janvier		Populations certifiées		% d'évolution
Budget 2020	3.708.388	3.708.388	3.711.000	2019	108,17	2010	862.609	
Budget 2021	3.720.473	3.845.801	3.740.000	2020	109,69	2011	864.537	
Budget 2022	4.023.977	4.132.408	3.844.000	2021	109,97	2012	872.072	
Budget 2023	4.153.287	4.221.520	4.349.000	2022	118,32	2013	879.892	
Budget 2024	4.425.203	4.422.577	4.475.000	2023	127,84	2014	889.169	
Budget 2025	4.657.674	4.547.713	4.517.000	2024	130,08	2015	895.905	
Budget 2026	4.549.696	4.457.758		2025	135,39	2016	904.034	
				2026	136,37	2017	900.798	
						2018	897.905	
						2019	888.997	
						2020	891.667	3,37%
						2021	887.833	2,69%
						2022	886.399	1,64%
						2023	879.370	-0,06%
						2024	868.177	-2,36%
						2025	877.801	-2,02%

Concernant cette évolution chiffrée de 2020 à 2025, le budget alloué est ajusté au prorata de l'évolution de la population scolaire observée sur les dix dernières années scolaires précédant l'année budgétaire en cours.

Cela signifie que, si le nombre d'élèves diminue, le budget suit cette tendance à la baisse.

Les manuels scolaires et la gratuité :

Dans l'enseignement primaire, l'achat groupé de manuels scolaires reste un service facultatif. Lorsqu'un manuel est proposé via ce dispositif, l'école doit obligatoirement en fournir un exemplaire gratuitement aux élèves dont les parents n'y ont pas souscrit.

Dans l'enseignement maternel, il est interdit de facturer tout frais lié aux manuels scolaires. Étant donné que les frais facultatifs sont également interdits à ce niveau, l'école ne peut pas non plus proposer la location ou le prêt payant de supports. Si un

support pédagogique est requis, il doit donc être mis gratuitement à disposition des élèves.

Dans l'enseignement secondaire, l'achat groupé de manuels scolaires doit lui aussi rester facultatif. Cependant, à ce niveau, l'école est autorisée à réclamer des frais liés à la location ou au prêt de manuels.

Enfin, qu'il s'agisse de l'enseignement primaire ou secondaire, les écoles ne peuvent imposer l'achat de manuels scolaires figurant sur une liste de référence remise aux parents : ces achats doivent toujours rester à la discrétion des familles.

Accès à une alimentation adéquate et repas scolaires gratuits en Fédération Wallonie-Bruxelles

Contexte et enjeux

L'accès à une alimentation adéquate constitue un indicateur significatif de la déprivation matérielle, qui désigne le manque de ressources essentielles pour mener une vie décente. Les disparités économiques et sociales se manifestent également dans les pratiques alimentaires, notamment chez les enfants. En Fédération Wallonie-Bruxelles, le coût des repas scolaires représente un obstacle majeur pour de nombreuses familles.

- Dans ce contexte, la mise en place de repas gratuits à l'école apparaît comme une mesure stratégique visant à promouvoir l'égalité d'accès à une alimentation saine.
- Atténuer les inégalités sociales.

Historique du projet

Afin de poursuivre cet objectif dès l'école maternelle, le Gouvernement de la Communauté française a opté pour une approche par projets pilotes.

Le projet « cantine scolaire », **lancé en 2018**, s'adresse aux sections maternelles et primaires de l'enseignement fondamental, qu'il soit ordinaire ou spécialisé, dans les implantations dont l'encadrement différencié est de 1 à 5.

Ce projet **a évolué au fil des années**, en fonction des budgets disponibles, avec la publication de diverses circulaires pour reconduire, compléter ou accueillir de nouvelles candidatures. Initialement centré sur les sections maternelles, le projet s'est progressivement étendu aux 1^{ère} et 2^e années primaires, avant d'être généralisé à l'ensemble des classes maternelles et primaires à partir de l'année scolaire 2023-2024.

Cadre légal

En 2023, ce projet a été formalisé par le **décret du 19 octobre 2023** relatif au financement de repas complets, gratuits, sains et durables dans les établissements scolaires d'enseignement fondamental, ordinaire ou spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française.

Ce décret s'adresse aux seules implantations qui relèvent des classes 1 à 5 selon leur indice socio-économique³⁸.

Modalités de subventionnement

Il est accordé une **subvention annuelle pour une durée de cinq ans** (entre août 2024 et juillet 2029), permettant de financer les repas à raison d'un montant forfaitaire de **3,70 € par repas**.

À cela s'ajoute un **montant forfaitaire annuel de 40 € par enfant**, destiné à l'achat de matériel, à l'engagement de personnel ou à la conclusion de marchés de services liés à l'organisation des repas, afin d'en garantir le bon déroulement.

Bilan et perspectives

Année scolaire 2023-2024

Ce sont **3.932.167 repas** qui ont été financés pour **25.542 élèves** dans **403 implantations scolaires**, grâce à la subvention destinée à offrir des repas complets, gratuits, sains et durables.

Année scolaire 2024-2025

429 implantations scolaires bénéficient de cette subvention, ce qui représente une estimation de **55.288** élèves susceptibles de bénéficier des repas gratuits pour un montant total de **21 373 139,20 €**.

Le nombre de repas effectivement servis, ainsi que le nombre d'élèves ayant effectivement bénéficié des repas gratuits pour l'année scolaire 2024-2025 seront connus une fois que sera analysé le rapport d'activité de chaque établissement bénéficiant de la subvention.

Engagement des établissements

Dans le cadre du décret, différents engagements sont demandés aux établissements subventionnés pour des repas complets, gratuits, sains et durables. Ces engagements ont comme but de sensibiliser les enfants, adolescents et jeunes adultes aux enjeux d'une alimentation saine :

- Promouvoir une alimentation locale, saine et équilibrée, en ayant recours à un maximum de produits issus de l'agriculture biologique, en limitant et

³⁸ Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement du 19 juillet 2017 établissant le choix des variables et la formule de calcul de l'indice socio-économique de chaque secteur statistique, de chaque implantation et de chaque établissement en application de l'article 3 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité.

contrôlant la « Junk Food » dans les collations, et en inscrivant ces principes dans le projet pédagogique de l'école.

- Proposer au minimum plusieurs alternatives végétariennes par semaine.
- Encourager le recours à l'eau comme seule boisson.
- Favoriser, aussi régulièrement que possible, la découverte de saveurs variées, ainsi que la consommation de fruits et légumes frais et de saison.
- Diminuer la quantité de protéines animales au profit de légumes et de protéines végétales, en se référant aux recommandations de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.
- Éviter le gaspillage alimentaire.
- Réduire la production de déchets.

Actions éducatives complémentaires

Dans la continuité de ces engagements, il est également demandé aux établissements de compléter le dispositif des repas complets par des activités éducatives. Pour se faire, il leur est demandé de respecter une des trois orientations suivantes :

1. Mettre en œuvre au minimum 4 actions pérennes en lien avec l'alimentation durable ;
2. Avoir le label Good Food pour les cantines des écoles ou implantations situées en Région de Bruxelles-Capitale ou le label « Green Deal Cantines durables » pour les cantines des écoles ou implantations situés en Région de langue française ;
3. Avoir recourt au cahier spécial des charges de repas complets, sains et durables pour les « collectivités d'enfants » de la Communauté française (sur base de recommandations du CIRIHA³⁹)

Nouvelles candidatures

Il est à préciser qu'un établissement qui satisferait aux conditions du décret, alors que ce n'était pas le cas auparavant, peut postuler à l'obtention d'un financement dans le cadre du décret. Pour cela, au plus tard le 15 avril, un pouvoir organisateur peut solliciter ce financement pour l'année scolaire suivante en déposant son

³⁹ Centre d'Information et de Recherche sur les Intolérances et l'Hygiène alimentaire

dossier de candidature auprès du ministère de la Communauté française via la plateforme SUBside⁴⁰.

⁴⁰ La plateforme SUBside est le portail en ligne de la Fédération Wallonie-Bruxelles permettant d'introduire, gérer et suivre les demandes de subvention de manière sécurisée.

Contact presse

Pour toute question presse ou demande d'interview à l'Administration générale de l'Enseignement :

Service Communication et Relations publiques de l'AGE

age.presse@cfwb.be

Tél. 02 690 80 31 (9h-16h30)

Vous pouvez également trouver sur [notre page dédiée à la presse](#) nos communiqués et notes :

- [Rentrée scolaire](#)
- [Inscription en 1^{re} secondaire](#)
- [Enquêtes internationales](#)
- [Pilotage du système éducatif](#)
- [Évaluations externes : CEB, CE1D et CESS](#)
- [Indicateurs de l'enseignement](#)
- [Pédagogie](#)
- [Prévention et gestion de la violence](#)

Vous y trouverez également les communiqués de presse des cabinets ayant l'Enseignement en charge ainsi que d'autres informations utiles.